

LE LIBÉRALISME CE N'EST PAS LA LIBERTÉ



Editorial

ELLE fut bien intéressante la conférence de Chirac sur la politique diplomatique. La France, selon lui, doit participer à l'Initiative de défense stratégique (I.D.S.). On a vu pendant cinq ans un Mitterrand « gaullien » plus atlantiste que jamais ne l'a été la politique française depuis la guerre ; désormais, l'hypocrisie qu'est devenue la non-participation au commandement intégré de l'O.T.A.N. peut bien disparaître, le gaulliste Chirac — une fois Mitterrand écarté — est prêt à vendre son âme au diable. Il doit y avoir bien de l'agitation dans le cimetière de Colombey !

Le libéralisme économique s'accommode à la perfection avec le conservatisme le plus réactionnaire dans le domaine politique. L'anathème aberrant lancé par Pasqua à propos du rôle des socialistes et des communistes dans la Résistance est bien la preuve (même si on le savait déjà) du caractère foncièrement réactionnaire du ministre de l'Intérieur. Le jugement rapide et partisan est en fait inévitable dans cette fonction de l'Etat : c'est son rôle. Il reste que la manière dont elle s'est exprimée ici manque d'intelligence.

Réactionnaire aussi : le délire répressif. Que cela soit nommé par le gouvernement « sécurité » n'est pas rassurant. On ne peut lire le projet de loi sur les contrôles d'identité sans penser au « 1984 » d'Orwell, nous voici venus dans un monde totalitaire. Ces contrôles d'identité pourront être « préventifs » afin de « prévenir une

atteinte à l'ordre public, notamment une atteinte à la sécurité des personnes et des biens ». Il est douteux qu'il s'agisse là de contrôler l'identité des provocateurs et des C.R.S. dans les manifestations...

L'objectif du projet de loi sur la sécurité est effectivement la prévention des délits, les moyens employés sont des délits. Contrôles d'identité « préventifs », gardes à vue, multiplication des indicateurs, des écoutes téléphoniques, intégration d'appelés dans la police : on peut parler d'offensive totalitaire.

Et l'on nous parle de libertés nouvelles ! De liberté de la presse quand il s'agit de la liberté du renard dans le poulailler. La France est victime d'une opération d'intoxe, à grands coups de sophismes. Après le socialisme à la française, voici le reaganisme à la française.

communiqués débats

• ANGERS

Le groupe d'Angers a un nouveau local public. On le trouve désormais à la Maison angevine des mouvements alternatifs (M.A.M.A., qui regroupe le P.S.U., le M.A.N., le C.O.D.E.N.E., le Mouvement pour la promotion des technologies d'équilibre, l'A.D.E.A. et la F.A.) au 8, rue de Buffon, Angers (à côté du Palais des Congrès).

Documentation, bibliothèque, permanence des militants de la Fédération anarchiste tous les vendredis, de 18 h à 19 h.

• SARCELLES

La liaison de Sarcelles tient une permanence tous les premiers dimanches de chaque mois, de 11 h à 12 h, au marché de Lochères (à côté de la Poste).

• MONTARGIS

Une liaison F.A. vient de se constituer sur Montargis. Pour tout contact, écrire aux relations intérieures qui transmettront.

• LILLE

Thèmes des prochaines émissions de la « Voix sans maître » (vendredi, de 21 h à 23 h, sur 99.6 MHz) : 30 mai, Roger Labrusse, directeur de « La Raison », mensuel des libres-penseurs ; 6 juin, Alain Lipietz, membre du journal « Alternatives économiques » ; 13 juin, l'antimilitarisme aujourd'hui avec Pierre Martial Cardonna (éditions Avis de Recherche) ; 20 juin, spécial antiracisme, avec le Collectif contre les centres de rétention et des associations immigrées (« Texture » et « Miroir »).

• MONTAUBAN

Un groupe est en formation sur cette ville. Pour tout contact, écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• DUNKERQUE

La liaison Dunkerque de la F.A. se transforme en groupe. Toutes les personnes intéressées peuvent le contacter en écrivant aux relations intérieures qui transmettront.

• DUNKERQUE

Le groupe de Dunkerque organise le vendredi 6 juin une réunion publique à la M.J.C. de Dunkerque à 20 h 30. Cette réunion sera consacrée à la lutte des réfractaires à l'armée et animée par Pierre Martial, des éditions Avis de Recherche. Venez nombreux !

• YZEURE/COMMENTRY

A l'occasion du cinquantième de la révolution espagnole, une soirée-débat aura lieu le mercredi 4 juin, à 20 h 30, Salle des conférences, à Commentry.

Au cours de cette soirée, le film « El Frente » (le front) sera projeté et un débat sur l'actualité des propositions libertaires, cinquante ans après, sera animé par l'auteur d'une thèse sur les collectivités en Espagne (région centre). Le prix d'entrée est fixé à 10 F, et 5 F pour les chômeurs et les étudiants.

• PARIS

La commission propagande des relations intérieures organise une série de dix cours sur l'anarchisme. Ceux-ci aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste et seront l'occasion de discussions : « Qu'est-ce que l'anarchie ? », « Le mouvement anarchiste en France », « Anarchisme et mouvement ouvrier », « Les anarchistes et la révolution », « Anarchisme et marxisme », « Les anarchistes et l'Etat », « L'organisation anarchiste », « Le fédéralisme anarchiste », La gestion directe », « Comment lutter aujourd'hui ? ».

Ces cours auront lieu le mardi, à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e. Prochain cours : « Le fédéralisme anarchiste », par Guy Lagrange, le mardi 3 juin.

• ROUEN

Le groupe de Rouen organise le 31 mai, de 14 h à 18 h, une journée des éditions libertaires au cours de laquelle différents stands proposeront divers aspects de l'édition anarchiste (Editions du Monde libertaire, Editions de quatre sous, Avis de Recherche, Odeï et des fanzines anarcho-punks...) ainsi que des vidéos et une expo sur la B.D. et l'antimilitarisme.

Nous vous invitons aussi à une conférence-débat sur l'objection de conscience avec Pierre Martial des éditions Avis de Recherche lundi 26 mai, à 20 h, salle du Crédit mutuel, place du Théâtre à Dijon.

• ANGERS

Le groupe d'Angers organise le jeudi 29 mai une conférence-débat sur « Marxisme ou anarchisme » au Centre d'animation de la Doutre (C.A.D.), 43, place G. Bordillon, 49000 Angers.

• TOULOUSE

Dans le cadre de ses activités, la librairie L'Anarc-en-ciel, 7, rue Armand-Bernard, 31000 Toulouse, organise une rencontre-débat avec Catherine Baker autour de son livre « Insoumission à l'école obligatoire » le 29 mai à 19 h. Participation à cette rencontre de membres de « L'Echappée belle », « colo » libertaire qui existe depuis trois ans. Venez nombreux !

• ANGERS

Le groupe d'Angers organise « Huit heures pour l'anarchisme » samedi 14 juin, de 16 h à 24 h, pour le cinquantième de la révolution espagnole.

Cette journée se déroulera au Centre d'animation de la Doutre, 43, place G. Bordillon, Angers. Films : « Viva la Muerte » d'Arrabal (à 16 h 30), « Sacco et Vanzetti » (à 20 h 30). Débats sur l'anarchisme, la révolution espagnole. Buvette, stand, livres... Entrée : 20 F.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : (16) 1.48.05.34.08.

éditions

• T-SHIRT

La liaison de Bourgoin a réédité le T-shirt « Vive l'anarchie ! Mieux que ça ! ». Il existe en trois tailles (S, M, L). Au prix de 65 F.

D'autre part, vous pouvez aussi commander des badges sur le même sujet (dessin de Reiser) au prix de 6 F, ainsi que des briquets noirs « A (cerclé) contre vents et marées » (15 F).

Pour tout contact : « Contre-courant », la Ladière, Saint-Alban-de-Roche, Bourgoin-Jallieu. Prière de ne pas libeller votre chèque, nous n'avons pas (encore) de compte bancaire au nom de l'association.

• « VOLONTÉ ANARCHISTE »

Le n^o31 de « Volonté anarchiste », édition du groupe Fresnes-Antony, vient de sortir. Il s'agit de « Portrait de Fernand Pelloutier » par Victor Dave.

Cette brochure sur la vie et l'œuvre de l'animateur des Bourses du Travail ne coûte que 20 F et est disponible à la librairie du Monde libertaire.

Mais un bon moyen de soutenir la collection « Volonté anarchiste » est de s'abonner : 150 F pour 8 numéros, abonnement de soutien à partir de 200 F ; règlement à l'ordre de A.S.H. Pour la diffusion militante, une réduction de 33% est consentie à partir de 5 exemplaires avec règlement à la commande.

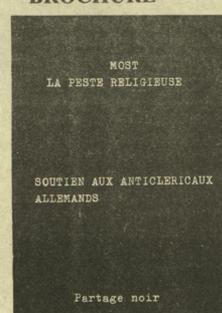
Correspondances à adresser : groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony.

• AFFICHE

Le groupe « Albert-Camus » de Toulouse a édité une affiche antimilitariste, format 42 x 55, en noir et blanc. Coût : 5 F l'unité et, à partir de 10 exemplaires, 1 F pièce. Slogan de cette affiche : « L'armée, à quoi ça sert ? ».



• BROCHURE



Le groupe Florès-Magon vient de rééditer « La peste religieuse » de J. Most (texte interdit en Allemagne), en soutien aux anticléricals allemands emprisonnés là-bas.

Les sommes recueillies serviront à la défense des militants. En vente à la librairie du Monde libertaire, 10 F.

• BROCHURE

Le groupe Kropotkine a édité une brochure ayant pour thème « Les luttes de libération nationale en Amérique centrale ». Au sommaire : L'Amérique centrale victime de l'Oncle Sam, Les mouvements populaires, Libération nationale et anarchisme, le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Costa-Rica, etc. En vente à la librairie du Monde libertaire, 20 F.

liste des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

• GROUPES

Paris : quatorze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.

Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Rambouillet, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Drancy, Montreuil/Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Villejuif/Vitry, Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes.

• LIAISONS

Banlieue : Yvelines : Mantes-la-Jolie — Seine-et-Marne : Melun — Val-d'Oise : Sarcelles.

LIAISONS PROFESSIONNELLES

O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, Banques.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli, fermé	Etranger
3 mois 13 n ^o	85 F	155 F	120 F
6 mois 25 n ^o	155 F	290 F	230 F
1 an 50 n ^o	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom : Prénom :
N^o : Rue :
Code postal : Ville :

A partir du n^o : (inclus) Pays :

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre Règlement
(à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

sommaire

PAGE 1 : Editorial — PAGE 2 : Informations des groupes de la F.A. — PAGE 3 : Libéralisme chiraquien, Compte rendu du 42^e congrès de la Fédération anarchiste, Amis lecteurs — PAGE 4 : Nettoyeurs du métro, La télé est à vous, Communiqué F.A. — PAGE 5 : « L'Echappée belle », Pique-nique au supermarché, Délation, Grève de la faim d'un libertaire italien — PAGE 6 : Afrique du Sud, Corée du Sud : le capitalisme sauvage, Grèce — PAGE 7 : Dossier « Espagne 36 » : doctrine économique du fascisme — PAGE 8 : Dossier « Espagne 36 » : les anarchistes français et la révolution espagnole — PAGE 9 : Informations internationales : Portugal, Pays-Bas, Belgique, Motion internationale — PAGE 10 : Juin 36 et les libertaires — PAGE 11 : Notes de lectures, Copinages — PAGE 12 : Nouvelles antimilitaristes, Objection et antimilitarisme, Pour mieux cerner le fascisme.

La librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris
est ouverte
du lundi au samedi
de 10 h à 19 h 30

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n^o55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

La dictature libérale

DICTATURE libérale : deux mots que d'aucuns trouveront antagoniques, mais qui selon nous reflètent une réalité tangible. Le libéralisme n'est pas « moins d'Etat » comme le croient ou feignent de le croire les libéraux. Bien au contraire, le « laisser faire » économique exige un Etat omniprésent pour organiser le droit du plus fort et la déréglementation dont on nous rebat les oreilles n'est pas autre chose que l'instauration d'une nouvelle réglementation, celle de la jungle.

Le nouveau gouvernement a rapidement mis en œuvre une politique réclamée avec insistance par le patronat et qualifiée de libérale. Le libéralisme est aujourd'hui prôné par toute la droite (et même davantage !) et, même s'il y a des nuances entre la doctrine économique giscardienne ou barriste et celle de Le Pen, il reste que les récentes mesures économiques sont assez foncièrement inégalitaires pour satisfaire l'ensemble des capitalistes.

Des « mesures » démesurées

La dévaluation du franc début avril avait pour vocation de donner un coup de pouce à une nouvelle politique économique engagée par toute une série de mesures (1). Certaines de ces mesures sont déjà en vigueur, d'autres le seront prochainement mais on peut bien voir leur cohérence... et leur partialité.

Blocage des salaires et suppressions de postes dans la fonction publique, amnistie pour les fraudeurs (on estime que 50 milliards de francs partis en mars 1981 sont revenus dans les coffres français), allègement des charges fiscales (45%) et sociales des entreprises, libération

progressive du contrôle des changes et des prix, suppression prochaine de l'autorisation administrative de licenciement, développement de la flexibilité et de la désindexation salariale, suppression de l'impôt sur les grandes fortunes... le seul énoncé de ces mesures montre à l'évidence que le libéralisme c'est plus de liberté pour certains et davantage de rigueur pour les autres, toujours les mêmes. C'est si vrai que Gattaz, le « patron des patrons », ne manque pas une occasion de se réjouir de la nouvelle politique mise en œuvre et même de demander davantage de « libertés » ; desquelles, on le sait, on peut craindre beaucoup.

Il faut remarquer ici que toutes ces mesures ne sont pas tant une remise en cause de ce qui a été fait depuis 1981 que le fait

d'un engagement libéral simplement moins retenu — excusez l'euphémisme — que celui de Fabius. Ainsi, les ordonnances sur le contrôle des prix datent de 1945 et la gauche avait annoncé son intention de les abroger. N'oublions pas non plus que la flexibilité tant réclamée par le patronat a été mise en œuvre par le gouvernement socialiste.

L'objectif de la privatisation des entreprises nationalisées (avant et/ou après 1981) est, nous dit-on, de diminuer la dette publique. On peut s'attendre, sans le moindre doute, à ce que l'assainissement de la gestion de ces entreprises alors privées passe par des dizaines de milliers de licenciements au total.

Vive la crise !

D'autres mesures viendront, guère plus réjouissantes (sauf bien sûr pour le C.N.P.F.). On sait qu'une nouvelle réglementation est à l'étude afin de faciliter le développement du travail précaire (intérim, contrat à durée déterminée...). Les conséquences sociales des mesures économiques quant à elles promettent de bons revenus à leurs partisans...

Avant de résoudre la crise, les libéraux en tirent le maximum de profit. La libre circulation des capitaux décrétée le 15 mai dernier parmi d'autres mesures monétaires est à l'évidence une liberté de plus pour les spéculateurs, elle n'est pas en soi un facteur de relance ; elle peut, comme on nous le dit, favoriser l'investissement donc l'emploi ; elle peut aussi bien favoriser les marges bénéficiaires. A la vérité, et c'est bien évident, les patrons embaucheront dans tous les cas où ils y verront un intérêt, c'est-à-dire l'apport d'une plus-value supérieure à

celle qu'ils pourraient obtenir par d'autres moyens...

L'idéologie libérale est celle de la fuite en avant : la relance de la croissance doit tout résoudre. Il s'agit bien sûr de la logique capitaliste, mais les tenants du libéralisme n'ont eux-mêmes aucune preuve du caractère durable du remède qu'ils préconisent pour la crise (2). Les travailleurs et les chômeurs ont, eux, toutes les raisons de croire que la rigueur va se poursuivre. En effet, trahis par l'apathie voire la complaisance des cen-

trales syndicales, ils se trouvent dans une situation de plus en plus difficile.

GUY LAGRANGE

(1) Une conséquence à court terme de la dévaluation devait être l'augmentation des exportations, c'est du simple bon sens. Pourtant, la France qui est le troisième exportateur par habitant a eu en avril un déficit du commerce extérieur de 3,5 milliards de francs à la fois dû à l'augmentation des importations et à la baisse des exportations. La logique libérale voudrait une seconde dévaluation... ou des mesures protectionnistes !

(2) Laquelle est peut-être plus durable qu'ils ne le croient ou veulent le croire (cf. dossier « Crise » dans les M.L. n°614 et 615).



Amis lecteurs

VOUS trouverez inséré dans le n°622, daté du 5 juin, la première partie du nouveau catalogue de la librairie du Monde libertaire ; les trois autres feuillets suivront dans les prochains numéros. Sa publication n'entraînera pas d'augmentation de prix du journal. Il ne sera pas inutile que même celui qui se considère comme un simple lecteur le fasse circuler dans son entourage.

Comme vous pourrez le constater à la lecture de ce catalogue, la librairie a fait de gros efforts en ce qui concerne le nombre d'ouvrages proposés et la création de nouvelles rubriques. Pour que ces efforts profitent à tous, il ne tient qu'à vous d'en profiter et d'en faire profiter les autres. Notre développement ne dépend que de nous tous, il sera à l'image de la somme des efforts que nous aurons su déployer. La crédibilité des idées anarchistes est étroitement liée aux moyens que nous nous donnons pour les mettre en valeur.

Alors en un mot comme en cent, il ne vous reste plus qu'à passer vos commandes qui seront satisfaites le jour même (sauf rupture de stock). Affutons les outils qui serviront à mettre à bas le Vieux Monde.

Salutations fraternelles,
Les administrateurs

42^e CONGRÈS DE LA F.A.

Around d'un congrès

LE quarante-deuxième congrès de la Fédération anarchiste s'est tenu les 17, 18 et 19 mai derniers. Cent cinquante délégués représentant les quatre-vingts groupes, cinquante liaisons et la centaine de militants individuels qui composent l'organisation se sont réunis à Perpignan durant trois jours afin de dresser le bilan des campagnes menées au cours de l'année écoulée et pour étudier l'action à venir et les moyens nécessaires pour y parvenir.

Quarante-deuxième congrès

Trente-deux ans se sont maintenant écoulés depuis ce jour lointain qui vit la reconstitution de la Fédération anarchiste, après le naufrage de la jeune organisation qui avait été créée à la Libération et qui fut engloutie dans ce qui fut l'« affaire Fontenis ». Ces trente-deux années écoulées sanctionnent la capacité de la fédération à s'inscrire dans la durée. Elles constituent la marque indéniable de la stabilité de la F.A. dont l'assise fut plus récemment consolidée par la parution hebdomadaire du *Monde libertaire* en 1977, l'acquisition de la librairie du 145, rue Amelot, en 1980 et la création de Radio-Libertaire en 1981.

C'est aussi la stabilité qui caractérise le mieux le dernier congrès : principalement centré sur le développement interne et le renforcement de l'organisation, les thèmes d'analyse qui y furent débattus tournèrent essentiellement autour des conséquences sociales de la crise et de la dégradation des conditions de vie, marquées par le terrorisme, l'accen-

tion de la répression et l'augmentation des forces répressives.

Renforcement interne

Le congrès annuel est la seule instance qui soit véritablement décisionnelle au sein de l'organisation. Après avoir contrôlé la bonne exécution des mandats attribués aux responsables fédéraux nommés par le congrès précédent, les délégués représentant l'ensemble de l'organisation firent le bilan des actions engagées au cours de l'année écoulée. Ils débattirent ensuite des orientations à donner à l'organisation et des actions envisagées, et arrêtèrent les moyens nécessaires.

Cette année, les principales décisions qui furent prises quant au fonctionnement des instances de la fédération concernèrent l'imprimerie fédérale (augmentation de ses capacités par la dotation de matériels récents et plus performants, amélioration de son fonctionnement par la transformation de sa structure) et Radio-Libertaire (actualité de la lutte pour imposer la pérennité de son existence et adaptation du secrétariat à la programmation afin de faire face à l'immensité de la tâche que représente la gestion de la grille d'émission).

Contre la répression

Des débats qui suivirent, portant sur l'analyse de la période, deux thèmes furent retenus. Le premier

qui traitait du terrorisme fut l'occasion d'un vif débat à propos des conséquences désastreuses au plan de la répression que les actions terroristes entraînent inéluctablement pour le mouvement ouvrier et pour les organisations révolutionnaires (1). La discussion fut close par la confirmation de la position adoptée par la fédération : refus de l'action terroriste et de toute ambiguïté entre notre projet révolutionnaire et les idéologies terroristes actuelles d'une part, et dénonciation d'autre part de la répression étatique et de la propagande sécuritaire qui, pour l'Etat, est prétexte à accroître et à perfectionner son appareil répressif.

Le deuxième thème marquant de ces journées abordait les problèmes de solidarité internationale (le rapport du secrétaire aux Relations internationales mit l'accent sur la répression subie en Espagne par les militants anarchistes et anarcho-syndicalistes (2)) et la question du prochain congrès de l'Internationale des fédérations anarchistes qui doit avoir lieu en France à la fin de l'année ; la F.A. ayant la charge de son organisation. Le moment venu, nous vous informons des décisions prises et des motions adoptées par ce congrès de l'I.F.A.

PHILIPPE BOUBET

(1) Pour mémoire, il suffit d'évoquer l'intensité de la répression tout azimuth qui fut, aussi bien en Allemagne qu'en Italie, la conséquence directe des actions de la Fraction armée rouge et des Brigades rouges.

(2) Cf. la motion de solidarité internationale du 42^e congrès de la F.A. (p. 9 du présent numéro du « Monde libertaire »).



La télé est à nous !

Le nouveau gouvernement « libéral » a encore frappé : il veut vendre aux grands groupes de presse (Hersant, Hachette ou C.L.T.) la première chaîne de télévision — T.F. 1, la chaîne populaire et historique !

La proposition de privatiser une, voire deux chaînes de télévision, faisait partie des promesses électorales de la plate-forme U.D.F.-R.P.R. Après de multiples discussions entre Maignon et le ministère de la Communication, c'est mercredi 15 mai que fut prise la décision de vendre la première chaîne au privé.

Cette vente sera une très bonne affaire pour le privé, mais aussi pour l'Etat. Edouard Balladur, ministre de l'Economie et des finances, a fixé son prix : 3 milliards (cf. *Le Canard enchaîné* du 21 mai 1986), légèrement plus que ce que Hachette proposait. Autre avantage retiré par le gouvernement : se débarrasser d'un « repaire de socialistes » (dixit Toubon) et, dans le même temps, la droite pourra resserrer les liens avec A.2 appelée à devenir « une chaîne officielle » (Jean-Claude Gaudin).

L'annonce faite par Léotard à l'Assemblée nationale, la riposte syndicale s'est organisée : une journée de grève fut décidée pour le mercredi 21 mai, ainsi qu'une manifestation l'après-midi de ce même jour.

Mardi 20 mai, Jean-François Kahn et François Major (respectivement directeurs de *L'Événement du Jeudi* et de *Télérama*) apportèrent à Jacques Chirac une pétition contre la privatisation de T.F.1 signée par 100 000 personnes.

Mercredi, nous avons passé une partie de l'après-midi avec des syndicalistes C.G.T. et C.F.D.T. de T.F.1. Pour la C.G.T., chaque fois que la droite est au pouvoir elle s'attaque à l'audiovisuel (1968, 1974, et 1986)... mais l'ancien gouvernement a des responsabilités : la loi Fillioud de 1982 ayant alloué le système de production. En plus le calcul des socialistes, qui était de créer des chaînes privées (Canal + et la « 5 ») en pensant que la droite ne pourrait pas aller plus loin, s'est révélé faux (bien que la « 5 » serve de repoussoir pour le téléspectateur).

Unité à la base

A T.F.1., la lutte est menée par une intersyndicale C.G.T.-C.F.D.T.-S.N.J. (Syndicat national des journalistes) (1). La situation syndicale, au sein de l'audiovisuel, est moyenne : 20% de votants aux dernières élections, la C.F.D.T. est la première organisation, et la division entre techniciens, personnel administratif, journalistes et réalisateurs pose certains problèmes. Chez les techniciens, les

centrales C.G.T. et C.F.D.T. sont majoritaires, alors que chez les journalistes c'est plutôt la C.F.T.C. (pour T.F.1), F.O. ou le S.N.J.

Si à T.F.1 le travail en intersyndicale n'est pas nouveau (à la base, les liens de travail et de camaraderie resoudent les militants), en revanche au niveau confédéral les positions divergent. La position de F.O., exprimée par Jean-Claude Bourret, de grève immédiate et illimitée paraissait irréaliste aux autres syndicats et ne visait qu'à se démarquer.

Le contre-projet de l'intersyndicale demande le maintien de T.F.1 au sein du service public, l'augmentation du volume de productions et à faire travailler tous les journalistes (y compris ceux qui sont au placard !). Pour eux, la privatisation est une spoliation des téléspectateurs, la télévision étant payée par ceux-ci et par la publicité ; elle ne coûte rien à l'Etat et même lui rapporte de l'argent par le biais de la T.V.A. sur les achats à la S.F.P. (Société française de production).

La grève a été un succès : 60% de grévistes à F.R.3, 80% dans les stations locales de Radio France, 70% à T.F.1 et même 99% dans les œuvres sociales de l'O.R.T.F.

La manifestation de l'après-midi, quant à elle, a rassemblé de nombreux professionnels de la communication : entre

cinq mille et huit mille personnes ont défilé aux cris de « *Hersant collabo, t'auras pas nos studios* », « *Chirac receleur, la télé est dans nos cœurs* »... Tous les organismes de radio-télévision étaient représentés : T.F.1, A.2, F.R.3, France-Inter, R.F.I., R.F.O., S.F.P., I.N.A., et même les P.T.T. eux aussi partiellement touchés par le projet.

Et la suite...

La lutte risque d'être longue : théoriquement, le projet



M. Léotard.

doit être bouclé avant le 14 juillet mais de nombreux retards sont possibles. La grève « écran noir » est exclue pour le moment car la non-retransmission des événements sportifs (Roland-Garros, Coupe du Monde et Tour de France) risquerait de faire basculer l'opinion en faveur du privé. Mais d'autres moyens d'action sont prévus : journée porte-ouverte à T.F.1, 24 h d'émissions non stop sur le service public réalisées par tous les salariés...

Une chose sûre au moment où j'écris ces lignes : les syndicats attendent le 28 mai, jour où Léotard passe à « L'Heure de vérité », pour lui remettre des pétitions de salariés... Le prochain rendez-vous public étant une journée de soutien au service public le 7 juin.

Nous avons droit actuellement à une attaque en règle du service public par les libéraux qui est un véritable vol. D'autres secteurs vont suivre, mais ils se heurteront à une résistance syndicale très forte, au moins à la télévision. Il faut également souligner que pour nous le véritable service public sera celui géré par les travailleurs et par les usagers.

CHRISTOPHE
(individuel F.A.
Hauts-de-Seine)

(1) Aux œuvres sociales, l'intersyndicale comprend également la C.N.T.-A.I.T.

NETTOYEURS DU MÉTRO

Reprise du travail...
mais pour combien de temps ?

À l'heure où ces lignes paraîtront, le conflit qui opposait les nettoyeurs du métro à leur direction (la Comatec) aura peut-être évolué vers une nouvelle grève ou vers une autre forme d'action, après une reprise de travail le vendredi 16 mai.

En effet, la Comatec, après s'être vue contrainte par la

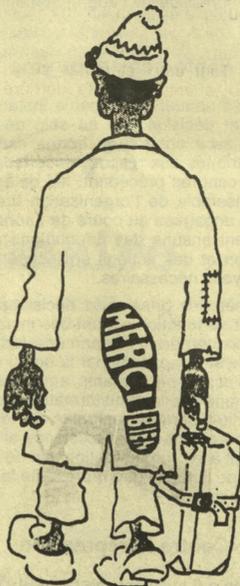
Direction départementale du travail d'annuler les licenciements pour faits de grève, semble bien décidée à jouer de nouveau la carte de la provocation et de l'affrontement puisque le 23 mai, elle faisait parvenir à une dizaine d'employés (élus ou non) des lettres de licenciements (cette fois pour « voies de fait et menaces de mort »).

Mieux encore, des mesures de mise à pied conservatrices ont été prises à l'encontre de ces salariés qui se voient ainsi refuser l'accès à leurs chantiers par les contremaîtres. Une nouvelle assemblée générale, le 24 mai, à la Bourse du Travail, devait décider de l'attitude que comptent adopter les nettoyeurs face à cette nouvelle provocation.

Revenons, en attendant, aux événements qui ont permis la reprise du travail après une grève de dix jours suivie par 95% des salariés du nettoyage. Le 15 mai, des négociations entre la Comatec et la C.F.D.T. se sont déroulées de 14 h à 23 h 30 en présence de l'inspecteur du travail et du directeur départemental du travail, à l'issue desquelles un protocole d'accord était rédigé :

• Les cinq procédures de licenciement engagées à l'encontre d'élus C.F.D.T. pour fait de

grève sont annulées, sauf dans les cas où il s'agirait de « voies de fait ou de menaces de mort » (1). Un arbitrage serait alors demandé à la direction départementale du travail.



KONK.

• En ce qui concerne le fonctionnement des instances représentatives (délégués du personnel, comité d'établissement, comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) jusqu'alors bafouées et ignorées par la direction, l'inspecteur du travail assistera — en cas de problème — aux réunions et veillera au respect des dispositions légales.

• Des négociations devront avoir lieu sur l'organisation du travail, la formation et les qualifications qui en découlent (2).

• D'autre part, si M. Vigouroux ne reconnaît toujours pas avoir prononcé d'injures racistes, il a été contraint d'admettre qu'il n'avait aucun témoin ce jour-là pour corroborer ses dires (ou ses non-dires) contrairement à ce qu'il avait toujours affirmé jusqu'alors. Il a également reconnu par écrit avoir tenu des propos anti-syndicaux vis-à-vis du secrétaire du comité d'établissement.

• Enfin la Comatec s'est engagée, bien qu'oralement, devant la Direction départementale du travail, à ce que M. Vigouroux ne puisse plus recevoir de délégués ou d'ouvriers sans la présence d'un autre cadre de l'entreprise.

Les nettoyeurs du métro réunis en assemblée générale ven-

dredi 16 mai, à 10 h, se sont estimés satisfaits de ces différents points. C'est ainsi qu'ils ont voté la reprise du travail pour le jour même à 18 h. Quoi qu'il en soit, la plus grande victoire des nettoyeurs sera certainement d'avoir réussi à démontrer une fois de plus leur grande capacité de mobilisation et d'avoir imposé un rapport de force avec lequel la Comatec devra désormais compter tant au niveau de ses tentatives de pression sur les salariés qu'à celui des prochaines négociations.

LILIANE
(« Chronique syndicale »)

(1) Astuce que la Comatec s'est aussitôt empressée de saisir, comme on l'a vu précédemment.

(2) Négociations que la Comatec s'est jusqu'à maintenant refusée de tenir. Il est vrai qu'elle a une conception bien particulière en matière de formation qui consiste à vouloir se débarrasser des travailleurs immigrés non formés pour embaucher du personnel déjà formé.

Dernières nouvelles : nous apprenons que sur les neuf procédures de licenciement, six ont été abandonnées par la Comatec. En ce qui concerne les trois autres salariés, les nettoyeurs du métro et la C.F.D.T. — réunis en assemblée générale le 24 — ont décidé d'attendre l'arbitrage de l'inspection du travail (comme le prévoit le protocole d'accord) étant entendu qu'à l'issue de cette procédure il n'est pas question d'accepter un seul licenciement.

COMMUNIQUÉ

Avec les dernières mesures gouvernementales du projet sécurité sans liberté de Pandraud et Pasqua, c'est peu à peu l'instauration d'un ordre nouveau qui vise à faire de tout individu un suspect en puissance et de tout étranger arrivant en France un membre présumé du terrorisme international.

La Fédération anarchiste s'oppose fermement à l'institution de pratiques liberticides qui remettent en cause les espaces de liberté qui restaient encore.

Fédération anarchiste

« L'Echappée belle » : de l'éducation libertaire à l'alternative libertaire

EN 1983, le groupe Michel-Bakounine de la Fédération anarchiste lançait l'initiative d'une « colonie de vacances ». Depuis, ce projet est devenu une réalité. Tous les ans, au mois de juillet, des enfants et des adultes se retrouvent pour vivre ensemble un moment de plaisir, de fête et de fraternité.

Qu'est-ce ?

« L'Echappée belle » marque notre volonté de mettre nos idées en pratique. Par delà les mots et les discours, d'essayer de vivre l'idéal anarchiste d'égalité, de liberté et d'entraide dès aujourd'hui. Gérer nous-mêmes notre vie et construire ainsi une alternative libertaire au Vieux Monde.

« L'Echappée belle », c'est la gestion collective d'un moment de vie, mais c'est aussi permettre à des militants révolutionnaires de se rencontrer hors des sentiers battus du militantisme traditionnel.

« L'Echappée belle » est une réponse à nos préoccupations en matière d'éducation libertaire. Une éducation s'adressant aussi bien à des enfants qu'à des adultes. Une éducation anti-autoritaire procurant à chacun et à chacune les moyens d'épanouir au maximum ses potentialités pour arriver à une complète autonomie.

« L'Echappée belle » c'est enfin une réponse, limitée certes, aux problèmes sociaux des uns et des autres par la pratique de l'entraide et de la solidarité. Solidarité au niveau « national », mais aussi au niveau international. Voilà pourquoi, depuis l'an dernier, nous avons constitué une caisse de solidarité. L'argent, récupéré par voie de souscriptions, doit permettre l'accueil pendant un mois de deux enfants et d'un accompagnateur « étrangers », tout frais

payés (déplacement et séjour). Un appel dans ce sens a été envoyé au mouvement libertaire européen.

Et aujourd'hui...

Après trois ans d'existence, une vingtaine d'adultes et une trentaine d'enfants constituent « L'Echappée belle ». Le collectif organisateur groupe des militants libertaires et des sympathisants. Participent à la définition du projet (recherche de lieux d'accueil, récupération de matériel, secrétariat, etc.) tous ceux et celles qui en seront les acteurs et actrices. Les adultes bien sûr, mais aussi les enfants dans la mesure du possible.

Au niveau financier, adultes et enfants payent leur séjour. Pas de personnes rémunérées donc. Le prix du séjour comprend la nourriture, l'hébergement, les loisirs et les frais généraux. Des tarifs dégressifs sont prévus en fonction des moyens des participants et de nos possibilités.

Le fonctionnement du séjour résulte de l'expérience des années précédentes. Le principe d'un lieu central vers lequel convergent des petits groupes pour vivre quelques jours un projet précis a été retenu. Le lieu central servant avant tout de coordination et de rassemblement des petits groupes, ainsi que d'accueil pour les nouveaux arrivants.

Ces dernières années, « L'Echappée belle » c'était l'organisation d'un seul et unique séjour. Mais, tant pour des problèmes de distances, d'éloignement des participants et de frais qu'il occasionnait, il était impératif que d'autres projets voient le jour. De plus, notre démarche politique a toujours été de créer une dynamique visant à multiplier les lieux et

initiatives s'inscrivant dans une alternative libertaire.

Ainsi, pour cet été 1986, « L'Echappée belle » organisera deux projets distincts sur le plan géographique. Un premier dans l'ouest de la France (entre Poitiers et Angoulême) et un autre dans le sud (plateau du Larzac). Les deux séjours auront lieu du 5 au 26 juillet. Une rencontre entre tous les participants sera organisée en Dordogne.

Dans l'avenir, nous le souhaitons vivement, peut-être y aura-t-il encore d'autres « Echappée belle », ou d'autres projets du même ordre, ou adoptant la même démarche. Penser l'alternative libertaire ne suffit pas, il nous faut la construire. Pour toutes demandes de renseignements sur « L'Echappée belle » et les séjours de cet été, écrivez à l'adresse suivante : A.D.I.R., B.P. 82, 16001 Angoulême cedex.

GR. D'ANGOULÈME

CONSOMMATION

Pique-nique au supermarché

« **D**ÉJÀ qu'on est pauvre, si en plus faut se priver ! » proclamait le tract distribué samedi 3 mai au Carrefour de Villeurbanne, par une vingtaine de libertaires baptisés pour la circonstance « les Voraces ». « Y'a plus de travail : les machines font tout toutes seules ! Plus besoin de travailler pour produire. Alors pourquoi doit-on travailler pour consommer ? La population n'a pas de fric pour écouler la surproduction des biens de consommation. Faudra-t-il une guerre pour détruire la marchandise et tuer les pauvres ? Non ! Une seule solution : allons immédiatement consommer, avant qu'il ne soit trop tard ! »

C'est pour illustrer concrètement ce raisonnement logique que « les Voraces » (en référence au nom donné aux ouvriers de la soie de 1848) ont improvisé dans une grande surface un « pique-nique » qui a rencontré un vif succès. Les clients, ravis de l'aubaine, ont pu déguster jambons, fromages et — carrement — champagne, persuadés qu'il s'agissait là d'un buffet gratuit offert par la direction de Carrefour à ceux qui l'engraissent quotidiennement.

La direction en question a réagi très tardivement, et n'a pu que constater la satisfaction des consommateurs qui saucissonnaient tranquillement... « Les Voraces », eux, s'étaient éclipsés discrètement après avoir laissé des tracts expliquant le pourquoi de leur action. Comme quoi l'humour provocateur est souvent plus efficace que les grands discours !

GIL

Cafteurs à vapeur, si on t'paie tu nous fais peur...

(réminiscence tordue)

CA y est ! On va y avoir droit. Les esprits sont mûrs, les rats peuvent sortir de la cave, justice va être faite. La justice des concierges et des patrons de bistrot, la justice des petits, des trouillards et des salauds...

Le projet de rémunération des dénonciateurs va sans doute être entériné par les démocrates du 16 mars... Ils oseront.

Le principe est ultra-simple et vieux comme la haine. Tout individu permettant par ses déclarations à la police d'arrêter un terroriste se verra offrir de l'argent. C'est bêtement génial. A se tordre de rire, je vous dis. Cela s'appelle du mouchardage, du cafardage ou de la délation, au choix. On a déjà vu le résultat sous Vichy, l'étendue du désastre.

Tout ceux et toutes celles qui suent la crainte derrière

leur doubles rideaux vont respirer. La chasse est ouverte. Messieurs les paumés, tirez les premiers... La bonne conscience sacrifiée sur l'autel du profit, vous pourrez roter gras en vous massant le ventre repu de votre couardise et de votre connerie.

Le projet de Pandraud (la baudruche) et de Pasqua (sinistre Fernandel) est tout copié sur les modèles italiens et allemands ; ceux-ci ayant déjà parfaitement fonctionné. Alors pourquoi se gêner ? C'est en partie grâce à des rémunérations importantes attribuées aux mouchards ou par des remises de peine importantes consenties aux repentis — et même par des appels publics à la délation —, que les Brigades rouges et la R.A.F. purrent être quasiment démantelées, leurs militants liquidés et la population rassu-

rée. On ne fera croire à personne que c'est grâce à leur intelligence et à leur perspicacité légendaire, ou même à leurs moyens techniques importants, que les polices italiennes et allemandes sont parvenues à écraser le terrorisme.

Au-delà de l'aspect répressif, somme toute relativement « logique » mis en place par l'Etat pour sauvegarder ses intérêts, il est nécessaire d'affirmer notre écoeurement de voir encourager ce type de pratiques veules. Le mouchardage est d'autant plus odieux qu'il est désintéressé ; il deviendra commerce. La valeur marchande appréciée en fonction de la grosseur du poisson bien sûr ! Et avec quel fric ? Pris dans quelle caisse ? Celle des contraventions ou celle des orphelins de la police ?

La mise en place de ce type de mesures renforce l'arsenal répressif et nul ne peut, n'est en droit, de prévoir que cette pratique sera d'une part efficace — et quand bien même, elle le serait ? — et d'autre part, ce qui est aussi dangereux, si elle sera étendue aux autres formes de délits politiques. Là est le danger réel. On savait déjà que les flics étaient habitués à recevoir de délicats « poulets » (si l'on peut dire) anonymes. Maintenant les timbres vont pouvoir se rembourser au centuple. La délation sera institutionnelle. Les chasseurs de primes, Joss Randa ! aux très petits pieds, vont fleurir comme des chrysanthèmes le jour de la Fête des Morts...

En attendant le changement de régime, j'ai préparé ma tondeuse !

J.-P. GAULT

Grève de la faim d'un réfugié italien

ORESTINO DOMENICHELLI, réfugié libertaire italien, connu en Toscane pour son activité depuis le début des années quatre-vingts au sein d'un collectif de lutte contre la répression et la pratique des sévices dans les prisons « spéciales » italiennes, est depuis huit mois en détention provisoire à Fresnes.

Arrêté à Paris au cours d'une rafle en septembre dernier, il fait l'objet d'une demande d'extradition de la part de la justice italienne. Une première demande de liberté provisoire lui a été refusée par la Chambre d'accusation de Paris. Une seconde vient d'être rejetée en avril, malgré les garanties requises apportées intégralement.

Désespéré devant cette situation, il a décidé de faire une grève de la faim illimitée qu'il a entamée depuis le 5 mai. La dernière information reçue, samedi 17 mai, indiquait le caractère toujours irréductible de sa décision à laquelle il souhaitait ajouter celle de ne plus boire...

Son état physique est tout à fait alarmant : amaigrissement important accompagné d'évanouissements et d'une grande difficulté pour s'exprimer. Sa grève de la faim entre maintenant dans une période critique avec de graves menaces pour sa santé et des séquelles qui peuvent être irréversibles.

Tous ceux qui le connaissent et l'estiment veulent le sauver et, pour cela, réclament sa liberté immédiate. Rappelons qu'il a lui-même combattu pour soutenir d'autres qui, dans son pays, subissaient des conditions de détention inhumaine et parfois même la torture.

Aidez-nous à sauver Orestino Domenicelli en réclamant aussi sa libération immédiate, et écrivez-lui (1).

ZOHRA

(1) Orestino Domenicelli, écrivez 750 219, 1^{ère} division Q.I.G., maison d'arrêt de Fresnes, 94261 Fresnes cedex.



CORÉE DU SUD

Un modèle de capitalisme sauvage

ALORS que le mouvement démocratique s'étend en Asie du sud-est, le général Chan Dao-whan, dictateur patenté, était du 14 au 16 avril l'hôte de François Mitterrand. Il est vrai qu'après la poignée de main élyséenne à Jaruzelski, le cynisme de la « *real politik* » n'étonne plus guère.

Mais pourquoi parler de la Corée du Sud ? Simplement parce qu'elle constitue « le » modèle du libéralisme en matière de développement du tiers monde. De plus, à écouter la fraction la plus étroitement stupide du patronat français (en gros, celle qui soutient Gattaz contre Chotard) certaines recettes coréennes conviendraient évidemment à l'Hexagone.

Une inquiétante extraversion...

La stratégie de Séoul est simple : exporter. Il s'agit, comme le préconisait déjà Ricardo dans sa théorie des avantages comparatifs, comme le conseillait encore Heckscher et Ohlin dans leurs travaux sur *La Dotation en facteurs*, de s'intégrer absolument à la division internationale du travail. La Corée pénètre ainsi massivement le commerce mondial en lançant sur le marché des productions pour lesquelles la concurrence joue en sa faveur.

De fait, ce pays dont la population atteint quarante millions d'habitants, mais dont la superficie est inférieure au cinquième de la superficie française, est devenu l'un des premiers producteurs mondiaux dans le textile, l'électronique, la construction navale, le bâtiment et les travaux publics, la sidérurgie.

C'est bien sûr la « décentralisation » de multinationales japonaises et américaines qui, dans le textile et l'électronique notamment, a amorcé le processus. Mais, alors que les exportations représentaient 60 millions de dollars en 1962, elles étaient de 3,5 milliards de dollars en 1983.

« *Vive la Corée !* », s'écrient donc les libéraux. Et ils avancent des chiffres. En moins de 20 ans, du milieu des années soixante aux années quatre-vingt, le produit national a été multiplié par trente, le revenu par tête a été multiplié par vingt. Seulement ces chiffres assez impressionnants ne sont pas des preuves. Là encore, les moyennes masquent les disparités. Là encore, la rentabilité financière comme valeur suprême est toujours oubliée des impératifs sociaux.

Par ailleurs, cette politique d'exportation et ce choix d'une économie extravertie, impliquent des risques évidents. Qu'advienne une baisse de la

demande et les conséquences se répercutent immédiatement sur l'emploi. Ainsi, en janvier et octobre 1985, 7 000 personnes (12,4% des effectifs) ont été licenciés dans les trois principaux chantiers navals du pays. En effet, pendant cette période, les commandes à l'exportation dans ce secteur avaient enregistré une baisse de plus de 60% par rapport à la période correspondante de 1984.

De lourdes menaces pèsent aussi sur le secteur du textile. La Corée du Sud figure au premier rang des pays visés par la législation protectionniste soumise au Congrès américain dans ce domaine. L'extraversion économique, vieille idole libérale, est dangereuse ; mais surtout son coût social est à tout égard terrifiant.

Une main-d'œuvre surexploitée

La dictature du général Chun Doo-whan demeure particulièrement



Le président sud-coréen reçu à Paris.

reusement sanglante. Ainsi, en mai 1980, à Kwangju, au sud-ouest de la péninsule (voir M.L. n°620), les parachutistes assassinèrent 191 personnes (bilan officiel, donc très vraisemblablement sous-évalué ; le régime avait alors proclamé la loi martiale). Au cours du second trimestre 1985, selon la revue américaine *Far Eastern Economic Review* du 31 octobre 1985 (publication qu'on ne peut pas taxer d'anti-capitalisme), la torture — théoriquement interdite par la Constitution — est réapparue de manière systématique.

En réalité, la stratégie de développement coréenne repose fondamentalement sur l'utilisation d'une main-d'œuvre abondante, sans aucune liberté, très faiblement rémunérée et dont les avantages sociaux sont nuls. Ainsi, aux termes de la loi, la durée du travail est de 48 heures par semaine, mais elle peut être étendue à 60 heures après accord entre syndicats et patronat. Or, de notoriété publique, les organisations de salariés sont contrôlées par la police politique (l'Anguil-Bu). En mars 1984, des incidents ont éclaté à la mine de charbon de Sabuk, au sud-est de Séoul, à la suite du refus des ouvriers de reconnaître les responsables du syndicat que voulait leur imposer la police politique.

Par ailleurs, l'abondance de la main-d'œuvre en provenance des campagnes et sa pauvreté initiale expliquent qu'elle ait été depuis toujours bon marché. Officiellement, il n'y a pas de salaire minimum en Corée. Les niveaux de salaire sont inférieurs d'environ 40% pour les femmes. De plus, la concentration des richesses se renforce. Alors que les 20% les plus riches possédaient 41,6% du revenu national en 1970 (contre 19,6% aux 40% les plus pauvres), ils en accaparaient 46,7% en 1978 (contre 15,4% pour les 40% les plus pauvres). La tendance est claire sur la période, elle ne s'inverse pas radicalement depuis.

La politique sociale est effectivement inexistant. La législation ne connaît ni les allocations familiales ni celles de retraite-

vieillesse. L'assurance maladie-accident, obligatoire depuis 1976, n'existe que dans les entreprises de seize travailleurs et plus. Pendant le congé maladie, le travailleur ne perçoit que 60% du salaire journalier. En fait, seulement 2% du produit national brut (P.N.B.) sont consacrés au bien-être et à l'assistance sociale. La faiblesse des dépenses sociales rend aussi très critique la question du logement, surtout à Séoul et à Pusan qui attirent à elles seules plus de 30% de la population.

D'autre part, les conditions de travail déplorables expliquent un nombre extrêmement élevé d'accidents dans le pays : en 1979, en moyenne quotidienne, on comptait 5 morts, 425 accidentés exigeant plus de sept jours d'arrêt et 4 cas de maladie professionnelle. Incroyable, mais vrai !

Mais cessons là l'énumération, elle est déjà clairement significative d'une logique inéluctable : celle du profit capitaliste et de l'Etat-gendarme, celle du libéralisme dont le gouvernement Chirac se veut le héraut. On commence par privatiser et supprimer l'autorisation administrative de licenciement, où s'arrêtera-t-on ? Il existe bien un antagonisme fondamental entre l'intérêt du monde du capital et celui des salariés, en matière de stratégie du développement ; comme dans les pays industrialisés, l'exemple coréen suffit effectivement à le rappeler. Avec tous les libéralismes, celui de Reagan ou de Thatcher, celui de Séoul ou de Pinochet, comment cohabiter ?

WILLY PELLETIER
(Gr. de Lille)



GRÈCE

L'Etat protège la radioactivité

EN Grèce, suite à l'accident de Tchernobyl, les anarchistes sont les premiers à avoir réagi. Ensuite sont venus les gauchistes, le parti communiste intérieur et les fascistes, ainsi que les écologistes, les humanistes et les chrétiens.

Les anarchistes ont appelé à manifester le 9 mai, à 19 h, à l'Université centrale. Cette manifestation entendait dénoncer la minimisation de cet accident faite par l'Etat et informer la population. Informations sur le fait que le taux de radioactivité sur le site de Tchernobyl était deux mille fois supérieur à celui d'Hiroshima, sur l'existence de 250 centrales nucléaires de par le monde actuellement (nombre qui sera porté à 3 500 d'ici 15 ans, leur construction relevant à 2 000 milliards de dollars).

Par ailleurs, les anarchistes grecs voulaient souligner l'inexistence de moyens efficaces pour soigner les personnes irradiées, les dangers encourus par les travailleurs

des centrales et l'interdiction qui leur est faite de se syndiquer.

Cette manifestation, contestant le « choix » nucléaire, a été interdite et cela constitue le troisième refus de la part des autorités grecques depuis le début de l'année de nous laisser manifester. La manifestation ayant été maintenue, des affrontements avec la police ont eu lieu jusqu'aux environs de 22 h. Sept personnes arrêtées (ouvriers, employés et étudiants) ont été condamnées à des peines de trois à quatre mois de prison pour participation à une manifestation interdite.

Lundi 12 mai était prévue une manifestation à moto devant les ambassades d'U.R.S.S. et des Etats-Unis afin de déposer en signe de protestation du lait et des légumes frais. Cette action a été également interdite et la police a arrêté les motocyclistes manifestants, allant jusqu'à embarquer les motos stationnées le long des trottoirs et leur occasionnant de nom-

breux dommages. Au total, il y eut plus de cent personnes arrêtées et relâchées seulement au bout de deux jours.

Suite à ces arrestations, les groupes ayant participé à la conférence panhellénique de Patras (cf. M.L. n°618) ont envoyé des communiqués dénonçant les violences policières et la fausse image donnée de l'anarchiste — lanceur de cocktail molotov — par les médias.

Le lendemain, durant la manifestation des gauchistes et du parti communiste intérieur, la moto d'un policier a été brûlée ; ce qui a donné lieu à de nouvelles provocations et à de nouvelles violences de la part de la police. Une vingtaine de camarades ont été arrêtés sous l'accusation d'homicide et risquent de lourdes peines. Des réactions ont eu lieu à Salonique et un comité de soutien a été créé que l'on peut contacter en écrivant à la B.P. 26050, 10022 Athènes, Grèce.

Des compagnons
grecs

AFRIQUE DU SUD

Activisme raciste

OUTRE le fait d'avoir renforcé Botha dans sa situation d'isolement, l'incident de Pietersburg où plusieurs centaines d'ultras afrikaners ont pris d'assaut une salle devant accueillir un meeting du Parti national pour en faire une tribune de leur nationalisme raciste, préfigure l'avenir d'une Afrique du Sud où comparativement les parties de chasse du K.K.K. en Alabama ressembleront à d'aimables sauteries.

Si les deux partis fascistes se contentaient jusqu'alors d'effectuer des pressions légales (sur le terrain électif) ou semi-légales (stratégie du « lobby »), il semble qu'ils aient décidé de passer à l'illégalisme musclé. D'affrontements directs, la lutte de la population noire va éclater en fronts où il s'agira de s'opposer aux exécutions sommaires, programmes et épurations faits par les néo-nazis afrikaners.

Plus que jamais, la question de l'autodéfense de la classe ouvrière est d'actualité. L'heure n'est plus à l'immobilisme.

HERVÉ

QUELLE est la doctrine économique du fascisme ? Comment la montée du fascisme dans les années trente repondait-elle aux mouvements sociaux des années vingt ? Pierre Besnard, dans un article de *L'Encyclopédie anarchiste*, analyse les buts et l'organisation économique du fascisme, expliquant ainsi la nécessité de cette doctrine pour sauvegarder le capitalisme.

Il nous a semblé utile de faire paraître cet article au sein du dossier « Espagne 36 » afin de mieux saisir l'aspect économique du fascisme.

La rédaction

AVANT de devenir une véritable doctrine de gouvernement, le fascisme, dont les origines et le processus politique sont exposés ici (1), a dû, nécessairement, se donner des bases économiques solides. Il est même permis de dire que, sans ses assises, le fascisme n'aurait jamais pu vivre.

Il est possible d'ailleurs que son évolution, à la fois économique et politique, ne soit pas terminée dans le pays même où il a pris naissance : en Italie.

Caractéristiques du fascisme

L'origine de ce mouvement, la qualité de ses inspirateurs, démontrent bien que le fascisme est d'ordre économique. En effet, il est surtout l'œuvre des grands industriels italiens de Milan, de Turin, etc. Ce sont eux qui, les premiers, perdirent confiance dans le pouvoir politique représenté à ce moment par le vieux libéral Giotti, lors de la prise des usines en 1920.

S'ils s'en remirent à Mussolini, pour éviter le retour de pareils faits, ce fut surtout pour bouleverser de fond en comble l'ordre économique existant, à l'aide d'un système de « collaboration forcée », dont la caractéristique essentielle serait d'empêcher, à l'avenir, le heurt des antagonismes de classe.

Mussolini exécuta d'abord la partie politique et défensive de sa mission. La marche sur Rome, la restauration du pouvoir de l'Etat, son exercice avec le consentement du roi, furent pour Mussolini, et ses inspirateurs, des tâches dont l'accomplissement immédiat s'imposait pour sauver le capitalisme menacé jusque dans ses fondements, mais toutes ces mesures n'étaient que purement défensives. Sous peine de disparaître dans un chaos indescriptible, Mussolini et les grands industriels devaient créer.

Ce n'est pas, comme on le croit généralement, la violence et toutes les manifestations qu'elle comporte qui constituent le fascisme. Cette violence n'est que le moyen par lequel le gouvernement fasciste impose sa domination. Il semble même qu'en dehors de l'Italie, le fascisme n'existe réellement nulle part ailleurs (2).

L'Espagne, la Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie, la Pologne, la Lituanie, gémissent sous la poigne brutale et sanglante de gouvernements réactionnaires, de dictateurs militaires et civils, mais on ne peut dire que les régimes de ces pays soient fascistes. Ils n'ont, jusqu'à présent, de fasciste, que la violence.

L'Italie, seule, possède un régime fasciste parce que, dans ce pays, une nouvelle économie : celle qui caractérise vraiment le fascisme, est à la tête du nouvel ordre social.

C'est là, en effet, que les industriels, en constituant les « faïsses », eurent l'idée géniale de rassembler sur le plan de l'exploitation capitaliste toutes les forces actives qui concourent à la vie des sociétés : la main-d'œuvre, la technique et la science. A ces forces, ils ajoutèrent — c'est parfaitement logique, dans un tel régime — le capital, c'est-à-dire : les patrons, les banquiers.

Les corporations fascistes, qui sont les piliers du régime, les cariatides du nouvel ordre de choses, permettent de réaliser, au besoin par la force, la collaboration de tous ces éléments sur le plan industriel à

l'échelle locale, régionale (provinciale) et nationale.

Ces « corporations » n'ont rien de commun avec celles du Moyen-Age, disparues en France vers 1786. Ce ne sont pas des forces périmées d'association que l'épreuve du temps condamnera sans appel. Elles sont, au contraire, l'armature moderne et perfectionnée du capitalisme, dont elles ont mission de réaliser, sans encombre, l'évolution nécessaire.

Le fascisme régénère le capitalisme

Pourquoi ce système fasciste est-il si redoutable ?

1° Parce qu'il est, sur le plan capitaliste, une adaptation dangereuse du syndicalisme ouvrier ;

2° Parce qu'il réalise « concrètement » le système d'intérêt général des démocrates syndicaux ;

3° Parce qu'il dépasse, apparemment, par l'application pratique, et immédiate, le socialisme d'Etat à tendance réformiste.

Ce sont ces caractéristiques qui font la force du fascisme et le rendent redoutable.

En tirant la leçon, à leur manière, de cinquante années d'expériences sociales ouvrières, les industriels italiens — avec lesquels, en France, les Motte, les Martin-Mauny, les Valois et les Arthuys, sont en parfait accord — ont su renforcer économiquement et politiquement leur puissance. Ils ont fait franchir une nouvelle étape au capitalisme. Ils ont su réaliser ce tour de force : assouplir un système en le concentrant ; renforcer l'exploitation en la masquant sous les traits de la collaboration ; imposer comme réel un intérêt général inexistant ; diriger vers des buts de conservation du capitalisme des forces destinées par excellence à faire disparaître ce régime.

Et ce tour de force s'est accompli sous les yeux ébahis du prolétariat universel,

ESPAGNE 36

La Confédération nationale du travail (C.N.T.) et la Fédération anarchiste, dans le cadre du cinquantenaire de la révolution espagnole, vous invitent à participer aux débats qui auront lieu :

- samedi 31 mai, à 14 h, à la Bourse du Travail de Paris (rue du Château-d'Eau) sur les thèmes suivants : « L'Europe à la veille de la révolution espagnole », « L'Espagne en 1936 », « La dimension internationale de la révolution » ;
- dimanche 1^{er} juin, à 10 h, au 33, rue des Vignoles, Paris 20^e, à propos du « Congrès de Saragosse ».

Parmi les intervenants : G. Manfredonia (F.A.), G. Di Lembo, S. Basson (F.A.), Aimé Marcellan (C.N.T.), D. Girelli (volontaire italien en Espagne), G. Balkanski (U.A.B.), J. Munoz Congost (C.N.T.).

d'un stade d'évolution à un autre stade ; au moment, enfin, où la faillite de tous les partis politiques, dans tous les pays, s'avère irrémédiable aux yeux de ceux qui comprennent la signification, la portée des événements économiques, politiques et financiers qui se déroulent à travers le monde.

Organisation économique du fascisme

Il n'est donc pas surprenant que le fascisme, habilement présenté aux diverses couches populaires, réussisse à entraîner vers lui tous les dupes des partis, tous les trompés, tous les désabusés, tous les partisans des doctrines de force que la guerre

patronale, par l'arbitrage obligatoire, arme à la fois gouvernementale et patronale, puisque l'Etat n'est que l'expression collective de la classe dominante.

Si la « corporation fasciste » réalise une sorte de solidarité d'intérêt, nul ne peut prétendre que cette solidarité implique l'égalité sociale des « associés ». Voyons, en effet, quelles sont les caractéristiques essentielles de ces corporations :

1° **Au sommet** : une direction technique assumée par le patron, l'industriel et, invisible mais présente, une autre direction, occulte, morale, suprême, la vraie direction : les grandes banques ;

2° **Aux échelons** : les savants, dont les travaux sont dirigés, orientés par la direction, par la force qui paye ; les techniciens, qui sont chargés d'appliquer les découvertes des savants sur le plan industriel ; les agents de maîtrise, qui ont pour mission de faire exécuter, selon les règles de la corporation, dans « l'intérêt général » de celle-ci, les travaux élaborés, mis au point par le corps des techniciens. Savants, techniciens, agents de maîtrise, reçoivent, à des degrés divers, des « délégations » qui font d'eux les représentants de la direction. Ils n'en sont pas moins contrôlés constamment par celle-ci ;

3° **Au bas de l'échelle** : les ouvriers, les employés, les manœuvres, c'est-à-dire les exécutants, qui sont placés sous la direction des agents de maîtrise, qui obéissent aux instructions du « Bureau » et n'ont à faire preuve d'aucune initiative. Ils ne jouissent, en fait, d'aucun droit.

En somme, on peut dire que la Corporation est placée sous l'autorité d'un seul maître, en deux personnes : l'industriel et le financier, le second commandant au premier. Le reste constitue une armée de parias, plus ou moins bien rétribués et considérés, dont les efforts conjugués n'ont qu'un but : enrichir le premier en asseyant ses privilèges, en les perpétuant.

C'est ce que le fascisme appelle la « collaboration des classes » dans un but « d'intérêt général ».

Les salaires, la durée du travail, les conditions d'exécution de celui-ci, sont fixés localement par industrie, par la Corporation intéressée, c'est-à-dire, en réalité, par le patronat qui prend grand soin de faire avaliser ses propositions par les « représentants » des autres « associés », habilement choisis par lui, avant de les faire légaliser par le « podestat », qui est le magistrat politique, le représentant direct du pouvoir d'Etat. (...)

PIERRE BESNARD

(1) « Encyclopédie anarchiste », p. 796 et suivantes. Les initiales sont de la rédaction du « Monde libertaire » (N.d.R.)

(2) Pierre Besnard, rédigeant cet article au début de l'année 1934, ignore encore que le fascisme touchera bien d'autres pays, tout en le craignant malgré tout. (N.d.R.)

ASPECTS ÉCONOMIQUES

Pourquoi le fascisme ?

sans que celui-ci en saisisse toute la signification, toutes les conséquences.

Il a été longuement préparé et exécuté de main de maître. La mise en tutelle de tous les Etats par la finance et la grande industrie internationale a précipité l'avènement du fascisme. Et on peut tenir pour certain que les industriels italiens avaient derrière eux, avec eux, tous les grands potentats bancaires et industriels, surtout ceux d'Angleterre et d'Amérique. La contribution financière de ces magnats à l'œuvre du fascisme est aussi évidente que le contrôle qu'ils exercent sur l'industrie italienne est réel. Mussolini n'est, en somme, que l'exécuteur des desseins du grand état-major capitaliste mondial. L'Italie n'est que le lieu d'une expérience qu'on veut aussi décisive que possible avant de la généraliser.

Voilà, à mon point de vue, comment la classe ouvrière doit considérer le fascisme. C'est le système social nouveau du capitalisme, ayant à la fois de très fortes bases économiques et une expression étatique renforcée.

Ce mouvement est d'autant plus dangereux qu'il vient à son heure : au moment où, dissociées, les forces ouvrières bifurquent vers des buts différents ; au moment où abandonnant définitivement leur objectifs, de classe, une partie de ces forces apportent au capitalisme le concours sans lequel celui-ci ne pourrait franchir, dans les circonstances actuelles, le défilé difficile qu'est toujours le passage

a remises au premier plan. Ceci pour le plan politique.

Economiquement, les corporations fascistes, en réunissant dans un même organisme toutes les forces d'une même industrie : patrons, techniciens, savants et ouvriers, réalisent la gageure de faire croire à l'existence d'un intérêt général.

Et cette conception n'est-elle pas, en fait, pour le compte du capitalisme, l'affirmation de la thèse soutenue par la Fédération syndicale d'Amsterdam et ses plus brillants représentants sur le plan ouvrier.

Il n'y a qu'une seule différence. C'est celle-ci : Jouhaux et ses amis prétendent réaliser l'intérêt général, en utilisant le capitalisme, au profit des travailleurs, tandis que Mussolini le réalise au profit du capitalisme, en utilisant le prolétariat.

Des deux, un seul est logique : Mussolini. C'est là, en grande partie, la force essentielle du fascisme. Non seulement, il institue à son profit un régime d'intérêt général, mais encore il s'assure, pour cette tâche, le concours indispensable d'une partie de la classe ouvrière.

Qu'on ne croie pas que le fascisme supprime les classes, qu'il les nivelle. Non, il les superpose, mais cela lui permet de faire disparaître les antagonismes brutaux et permanents du Capital et du Travail, au nom de leur intérêt corporatif et général.

De cette façon, il supprime à la fois : la grève, arme ouvrière, et le lock-out, arme

Les anarchistes français et la révolution espagnole

Le soulèvement populaire du 19 juillet 1936, riposte au coup d'Etat de Franco fut salué d'emblée par les compagnons comme un événement d'une portée exceptionnelle. L'espoir soulevé fut immense, et dans la presse libertaire on a pu affirmer : « Cette victoire ouvre une nouvelle ère dans l'histoire du monde moderne ».

Qu'il s'agisse d'ailleurs des représentants du Front populaire en France ou des gouvernants de Moscou, personne ne se trompa sur sa véritable portée et le premier de leurs soucis fut celui de « normaliser » la situation.

La tromperie de la non-intervention

En France, le gouvernement Blum après avoir envisagé dans un premier temps l'intervention directe à côté de Madrid finit vite par se ranger du côté de la raison d'Etat capitaliste en acceptant le principe de la non-intervention préconisée par l'Angleterre.

Pendant près de trois ans, cette position passive servira d'alibi aux pays démocratiques pour laisser la République espagnole succomber sous les coups conjugués de la réaction interne et du fascisme italien et allemand. De même, l'aide fournie par les Soviétiques resta toujours strictement subordonnée aux intérêts stratégiques de ce pays. Décidés à donner à la révolution des objectifs purement démocratiques et politiques, les hommes de Moscou poursuivirent tout au long de la guerre civile l'objectif avoué d'enrayer, voire d'annuler, les conquêtes révolutionnaires issues du 19 juillet, ce qui en fit le fer de lance de la contre-révolution dans le camp républicain. En tout état de cause, soit le Front populaire en France, soit Staline firent payer très cher l'appui conditionnel qu'ils purent fournir aux républicains. Hélas ! on ne peut en dire autant du côté de Franco qui bénéficia toujours de l'appui massif, en matériel et en hommes, de Hitler et de Mussolini.

De peur de déclencher un conflit mondial, Blum laissa tomber l'Espagne révolutionnaire, feignant d'ignorer qu'une victoire du fascisme en Espagne signifiait de toute manière la guerre à nouveau.

Comme le faisait remarquer *Le Combat syndicaliste* (organe de la C.G.T.-S.R.) le dilemme de Blum n'était pas de choisir entre « une guerre probable, s'il intervenait en Espagne et une débâcle de la démocratie si le fascisme était victorieux outre-Pyrénées, mais entre la démocratie politique et la révolution sociale ». « Acculé chaque jour davantage à ce dilemme, concluait-il, il s'est

arrêté à la démocratie politique contre la révolution sociale ».

La position de non-intervention de Blum fut bien donc une « déclaration formelle contre la révolution sociale ». En agissant de la sorte, il trahissait et les intérêts des travailleurs et les intérêts de la paix

Cette guerre est la nôtre

Cependant, cette comédie ne pouvait surprendre que ceux qui gardaient encore des illusions sur les capacités ou les possibilités des démocra-



Léon Jouhaux.

ties de s'opposer véritablement au fascisme. Et, dès les premiers jours la solidarité anarchiste internationale sut se manifester avec promptitude même si elle ne put avoir qu'une portée limitée sur le déroulement des événements. Tout devait être mis en œuvre pour soutenir le peuple espagnol et la révolution. Il ne pouvait pas être question « d'objection de conscience », ni d'afficher une neutralité qui ne pouvait être que criminelle. « Cette guerre est la nôtre, écrira-t-on, c'est la lutte du travail contre le capital ».

En France aussi les compagnons, quelque soit leur tendance, des syndicalistes révolutionnaires aux individualistes d'action de *La Revue anarchiste*, tous surent répondre par un élan spontané et généreux. Ce soutien fut en tout cas proportionnel aux espoirs immenses que la victoire populaire avait suscités. La participation libertaire ne se borna pas non plus à demander « des canons et des avions pour l'Espagne », mais ils n'hésitèrent pas à venir apporter leur contribution directement sur place. Des dizaines de militants se rendirent ainsi spontanément en Catalogne combattre le fascisme et s'engager directement aux côtés des camarades de la C.N.T.-F.A.I. à un moment où les partis socialistes et communistes étaient encore opposés à tout envoi de volontaires. C'est ainsi que vit le jour la centurie Sébastien-Faure intégrée dans la section internationale de la colonne Duruti.

Cependant, ce n'était pas seulement d'hommes dont les

compagnons espagnols avaient besoin. Seule une réelle mobilisation des travailleurs partout dans le monde aurait pu barrer efficacement la route au fascisme et sauver la révolution espagnole.

L'organisation du soutien en France

Répondant au désir exprimé par la C.N.T.-F.A.I., dès août 1936 il se constitua un comité unitaire anarcho-syndicaliste « pour la défense et la libération du prolétariat espagnol » dont faisait partie la Fédération anarchiste de langue française, l'Union anarchiste et la C.G.T.-S.R., dans le but de faire parvenir des vivres, des médicaments et des armes à l'Espagne révolutionnaire. Sous l'égide de ce comité paraîtra, d'abord à Barcelone puis à Paris, le journal *L'Espagne antifasciste* d'André Prudhommeaux qui devint populaire. Cet élan unitaire du mouvement libertaire français ne survécut pas longtemps et bientôt des dissensions ne tardèrent pas à surgir entre la C.G.T.-S.R. et la F.A.F. d'un côté et l'U.A. de l'autre sur les modalités et la nature du soutien à apporter aux camarades espagnols. Dissensions hélas ! qui ne faisaient que transposer sur la question espagnole les oppositions et les clivages de l'anarchisme français.

Les membres de l'Union anarchiste notamment, partisans d'un front révolutionnaire avec d'autres organisations d'extrême gauche, estimaient indispensable de collaborer d'une manière plus étroite avec des fractions de gauche du parti socialiste comme Marcéau Pivert ou des « traîtres » comme Jouhaux. Ce qui était contesté par les membres de la C.G.T.-S.R. et de la F.A.F. pour qui il ne fallait pas, au nom de la recherche d'un soutien le plus large possible, dissocier l'enjeu révolutionnaire de la guerre d'Espagne de la victoire sur le fascisme.

Ainsi le congrès des Comités anarcho-syndicalistes qui se tint à Paris les 24 et 25 octobre 1936 ne put aboutir qu'à une scission avec le départ de l'U.A., donnant naissance au comité Espagne libre. Ce comité se transformera par la suite en section française de la Solidarité internationale antifasciste (S.I.A.), particulièrement active grâce aux efforts de L. Lécoin et N. Faucier.

Cette fracture se maintiendra même par la suite malgré une tentative parrainée par la C.N.T.-F.A.I. de réaliser l'unité du mouvement libertaire français. A cette effet, un congrès fut convoqué à Lyon les 14 et 15 novembre 1936, mais devant son boycott par l'U.A. les congressistes ne purent que constater la persistance du désaccord et souhaiter que chacune des fractions en pré-

sence ne se gêne pas mutuellement dans son action.

Le devoir de critique

Les choix opérés par les anarchistes espagnols ne pouvaient dans ces conditions qu'entraîner des dissensions nouvelles en France. Notamment, la participation gouvernementale de la C.N.T.-F.A.I. posa au mouvement français le problème du devoir ou non de la critique. Devaient-ils exprimer librement leurs opinions même critiques au risque d'affaiblir le soutien ou de diviser le camp révolutionnaire ? Sur ce point, l'attitude fut partagée.

Tandis qu'une partie de la presse libertaire, estimant grave la situation, donna libre cours — surtout après mai 1937 — aux critiques à l'encontre des choix de la C.N.T. (*Terre libre*, *L'Espagne nouvelle*), l'autre préféra choisir de se taire (*Le Libertaire*). D'autres publications de défense de la révolution veront le jour, citons à partir de septembre 1937 *L'Espagne antifasciste* d'Aristide Lapeyre pour qui la critique de la ligne gouvernementale de la C.N.T.-F.A.I. ne devait pas signifier opposition directe ou « rupture » avec celle-ci. Mais également le journal *S.I.A.* qui fut tiré à des milliers d'exemplaires.

Les polémiques ne cessèrent pas pour autant tout à fait, mais après le congrès de l'A.I.T. à Paris en décembre 1937 et devant la généralisation de la répression gouver-

nementale en Espagne à l'encontre des compagnons libertaires de nouveaux problèmes prirent le dessus. Les anarchistes s'attachèrent tout particulièrement à dénoncer la contre-révolution et « l'organisation de l'assassinat des meilleurs révolutionnaires par les larbins aux ordres de Moscou ».

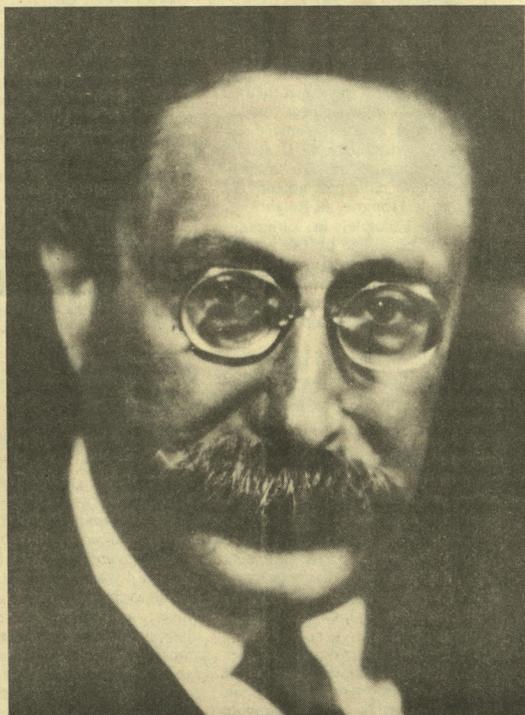
Comment on étrangle une révolution

En définitive, malgré les efforts déployés, ni la guerre ni la révolution n'avaient pu être gagnées. Devant la révolution libertaire, toutes les forces « d'obscurantisme, de domination et d'exploitation » s'étaient unies.

« C'est la coalition, lira-t-on dans *L'Espagne antifasciste*, la plus infâme, la plus sordide, des capitalistes et des politiciens de tous les pays ; c'est l'union sacrée la plus incroyable de Franco, Hitler, Mussolini, Staline, Chamberlain, Eden, Cachin, Blum, Krupp, Wendel, etc., contre les paysans d'Aragon, les travailleurs de Catalogne, du Levant, du Centre. L'union sacrée, hypocrite, lâche, jésuite... Et le peuple de France, bafoué, trompé, ridiculisé, à peine commence à comprendre... Alors, tandis que le capitalisme international se prépare à la curée, nos politiciens social-communistes organisent des petites parades pour que l'on puisse dire un jour qu'ils n'étaient pas complices. »

Bilan désabusé et amer certes, mais réaliste au possible.

GAETANO MANFREDONIA



Léon Blum.

CONGRÈS DE LA F.A.

Motion de solidarité internationale

LE 42^e congrès de la Fédération anarchiste, réuni à Perpignan, a adopté une motion d'actualité sur le cas des six militants syndicalistes de la C.N.T. victimes d'une machination policière et judiciaire. A l'image de ce qui se passe en Grande-Bretagne, les pratiques ignobles utilisées par le gouvernement espagnol servent une même volonté : écraser et réduire au silence la partie la plus combative du mouvement ouvrier.

Rel. internationales

FIDÈLE à sa tradition de solidarité internationale, la Fédération anarchiste apporte son soutien à tous les anarchistes et anarcho-syndicalistes victimes de la répression. Dans les mois à venir, une campagne va être entamée sur ce thème, notamment à propos de l'Espagne.

Le régime espagnol n'a pas rompu pleinement avec tout ce qui avait été mis en place sous Franco. La police continue à torturer, la justice continue à inculper et condamner des militants ouvriers, en s'appuyant sur des provocations policières et des manipulations.

Il y a quelques années, nous avons connu l'affaire de La Scala, à Barcelone, où la police avait organisé l'incendie du théâtre, utilisant ensuite cet accident au cours duquel des militants de la C.N.T. avaient péri pour inculper de nombreux cénétistes.

Aujourd'hui c'est dans une autre région d'Espagne, à Vitoria, que six militants de la C.N.T. sont victimes d'une machination policière.

A l'occasion d'un long conflit à l'usine Michelin en 1980, la C.N.T. s'était fortement implantée dans cette entreprise, prenant la majorité au comité d'entreprise. Aussi, lorsque des attentats furent perpétrés contre deux responsables de Michelin, en mai et juin 1984, par les Commandos autonomes anticapitalistes et l'E.T.A.-P.M., la police n'hésita pas à profiter de l'occasion pour frapper la C.N.T. en tentant d'établir une relation entre les luttes ouvrières

Au cours de leur détention, ils ont subi des tortures diverses, depuis les multiples coups (coups de pied, coup de poing, coups portés avec des objets contondants) jusqu'aux tortures psychologiques (menaces de mort et de représailles contre les membres de leur famille). Le pouvoir a gardé le silence sur ces faits accablants.

Dans cette affaire, le pouvoir espagnol mène une attaque en règle contre une organisation syndicale qui a participé avec vigueur aux luttes sociales de ces dernières années en Euzkadi

de Michelin et le terrorisme basque.

Six militants de la C.N.T. furent arrêtés :

- Guillermo Guerrero, ancien membre du comité d'entreprise de Michelin, licencié en 1981 ;
- Santiago Abad, ancien délégué de la C.N.T. chez Michelin en 1980 ;
- José Manuel Collado, délégué de la C.N.T. de Michelin ;
- Vincente Alvarado, secrétaire du syndicat des industries chimiques de Vitoria ;
- Andrés Sanchez, récemment licencié de chez Canon ;
- Guillermo Argos, employé de la société Explosivos Rio Tinto.

Au cours d'une journée de grève de protestation le 28 novembre 1984, la C.N.T. paralysait Michelin, Explosivos Rio Tinto, C.E.S.P.A. et d'autres usines de Vitoria, ce qui montre que les camarades de travail des inculpés n'étaient pas dupes.

Depuis toujours, la C.N.T. est très claire à ce sujet. Elle ne soutient pas l'action violente de l'E.T.A. et situe son action dans le cadre de la défense des intérêts ouvriers.

Aujourd'hui tous les inculpés ont été libérés contre le paiement de cautions élevées, mais ils vont prochainement passer en procès sous les inculpations les plus diverses ayant toutes rapport avec l'action terroriste (vols à main armée, attentats, etc.). Le ministère de la Justice requiert contre eux un total de 107 années de prisons, pour des faits qu'ils n'ont pas commis et pour lesquels il n'existe pas la moindre preuve.

contre les restructurations industrielles qui ont particulièrement affecté cette région. Le développement d'une alternative syndicale, face à l'U.G.T. qui pratique la collaboration la plus ouverte avec le gouverne-

ment, constitue le véritable enjeu du procès qui va s'ouvrir.

La Fédération anarchiste assure les inculpés de son entière solidarité.

Fédération anarchiste

BELGIQUE

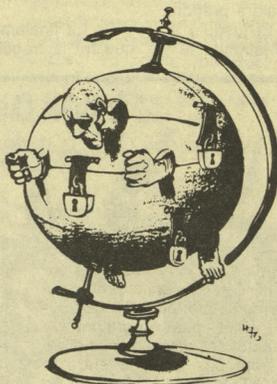
Toujours en prison !

CHANTAL PATERNOSTRE est en prison depuis le 15 août 1985. Huit mois de détention préventive pour une instruction judiciaire qui n'avance pas. Depuis la fin décembre 1985, elle est au régime disciplinaire strict d'isolement. Toutes les démarches menées à la fois par les amis de Chantal et par des associations soucieuses de la défense des droits de l'homme n'ont à ce jour produit aucun changement significatif de ses conditions de détention.

Pourtant, il faut continuer à faire pression. Elargir cette pression à d'autres. Eviter le piège qui veut que celui qui proteste contre ces conditions inhumaines de détention soit automatiquement assimilé à un supporter du terrorisme. S'élever contre les pratiques policières qui criminalisent sur la base d'un profil politique plus que sur un dossier d'enquête.

Il faut également refuser sa caution à certains magistrats qui ignorent délibérément la présomption d'innocence due à tout inculpé jusqu'au jour du verdict de son procès pénal. Agir contre l'abus de détention préventive utilisé comme moyen de pression inacceptable pour faire cracher le morceau, même s'il n'y a pas de « morceau » à cracher. Enfin, sortir Chantal (et d'autres qui souffriraient des mêmes conditions de détention) de cet isolement carcéral qui la tue à petit feu...

Relations internationales



PAYS-BAS

Action antifasciste à Kedichem

LE samedi 29 mars, à 7 h 30 du matin, environ deux cents antifascistes se réunissaient dans différentes villes de Hollande. Nous savions que le Centrum Partij (C.P.) et le Centrum Democraten (C.D.), deux partis fascistes, se rencontraient pour envisager la formation d'un seul parti en vue de gagner le plus de sièges possibles aux élections législatives de mai 1986. Les leaders de ces deux partis étaient présents pour décider de la direction de ce nouveau parti.

Le point de départ était situé à Utrecht et, à 15 h, l'action commença. Nous savions approximativement où devait se dérouler le meeting. Il avait été décidé que les antifascistes se regrouperaient à la gare de Leerdam. L'endroit exact du meeting y serait révélé, à savoir un hôtel à Kedichem (7 km de Leerdam).

L'hôtel était situé sur une digue, il était par conséquent impossible à la police de stationner devant celui-ci. Cette digue fut, par la suite, facilement contrôlée par les forces de l'ordre grâce à un simple barrage routier.

Les premiers manifestants qui arrivèrent sur les lieux commencèrent à lancer des insultes. Les vitres de l'hôtel furent brisées, des lacrymogènes et des bombes fumigènes furent lancées à l'intérieur. La

bâtisse prit feu très rapidement, apparemment à cause de fumigènes défectueux. Quelques minutes plus tard, elle était complètement carbonisée.

Soixante-douze antifascistes furent presque aussitôt arrêtés (dans un rayon de 10 km autour du village). Les chefs d'inculpations étant « incendie volontaire » et « désordre sur la voie publique ». Vingt-cinq d'entre eux refusèrent de donner leurs noms et trente autres de déposer (ce qui n'est pas interdit aux Pays-Bas). Ils « bénéficièrent » tous (après la garde à vue réglementaire de 6 h) d'un supplément de deux jours et furent donc détenus dans différents postes de police et prisons militaires (au nombre de dix-sept). Six personnes ont été relâchées après avoir déposé, et six autres le lundi. Les soixante interpellés restant furent renvoyés à une autre audience.

Le mardi suivant, trente personnes furent libérées. Le lendemain, les trente toujours emprisonnés furent soumis à une précomparution au tribunal. Il fut décidé de prolonger leur garde à vue et leur détention. A l'extérieur du tribunal, une manifestation de soutien a eu lieu, soutien moral comme physique.

Après les libérations, un petit noyau de cinq personnes

fut condamné à subir 30 jours de détention provisoire en plus. Ces prévenus sont enfermés sur la base de faux témoignages de fascistes affirmant les avoir reconnus, alors que tous les manifestants étaient masqués. Tout au long des manifestations de soutien, bruyantes, la police prit un grand nombre de photographies des participants. Celles-ci furent comparées avec celles prises lors de l'action de Kedichem. Et suite à cela, une fille fut arrêtée. Ayant refusé de donner son nom, elle fut passablement étonnée quand, deux jours après son arrestation, elle fut convoquée pour une audition. Son nom avait été communiqué à la justice par Interpol.

La police, dans son excès de zèle, montre qu'elle n'est pas embarrassée par l'aide qu'elle fournit aux fascistes. Le 19 avril, à Amsterdam, eut lieu une très importante manifestation antifasciste. Aux dernières nouvelles, les cinq emprisonnés (Koois, Ad, Noël, Els et Willem) ont été libérés.

Rel. intern.

(D'après « Front Line Infos »)

Résultats des élections : le triomphe de la majorité de centre-droit (chrétien et libéraux) est le principal aspect marquant. Par ailleurs, les deux partis fascistes connaissent une défaite avec, pour le C.D., 12 299 voix (soit 0,1%, aucun siège) et 36 701 voix pour le C.P. (0,4% et aucun siège).

PORTUGAL

Centenaire de l'anarchisme

LA Coordination générale de la présence libertaire au Portugal, constituée dans le but de mener à terme les commémorations marquant l'implantation des idées anarchistes en cette région de la péninsule ibérique, nous informe que celles-ci débuteront en mai 1986 pour se terminer par le congrès international de 1987.

Certaines de ces commissions traiteront spécialement d'actions culturelles comme les spectacles de théâtre, musique et poésie, des débats prévus sur les problèmes sociaux et des commémorations historiques.

Pour obtenir de plus amples informations, il est conseillé d'écrire au Centro de Cultura Libertaria, apartado 40-2801, Almada, Portugal.

Nos compagnons portugais se proposent d'affirmer la présence anarchiste au Portugal, avec son potentiel historique, ses créations et affirmations, l'actualité de sa critique et son objectivité sociale.

Par ailleurs, les compagnons du Centre d'études libertaires (éditeurs du journal *A Batalha*) nous apprennent que la municipalité de Lisbonne leur a cédé un local. Ceci constitue une excellente nouvelle pour nos compagnons portugais ainsi que pour la poursuite et le maintien de la diffusion des idéaux libertaires.

Relations internationales

Le Front populaire révolte ou révolution ?

On est inévitablement tenté, lors de l'approche d'un sujet aussi riche, aussi controversé, mais aussi mal connu qu'a été le Front populaire, de remonter aux événements du 6 février 1934. Si rien en effet « ne fut jamais plus comme avant » après les violents affrontements de la place de la Concorde, toutes les circonstances étaient déjà réunies pour que le mouvement social bascule.

Les forces en présence

Schématiquement, c'est l'hostilité réhibitoire de trois grands courants d'idées représentés par le parti communiste, les socialistes (S.F.I.O.) et le parti radical, et enfin les mouvements nationalistes.

Le parti communiste est alors « le » parti de la classe ouvrière. Homogène et agressif, il pratique alors une politique (déjà) sectaire, légitimée par Staline. Il se veut détenteur de la pureté révolutionnaire et se pique même d'antimilitarisme. A côté de cette fermeté assiégée, la S.F.I.O. est beaucoup plus modérée. Beaucoup plus éduquée aussi. Autant le P.C. accepte parfois l'illégalisme, autant les socialistes sont soucieux de calme et hostiles au vacarme ; bien que quelques fractions trotskystes vinrent s'acoquiner avec eux. C'est la volaille à plumer du parti communiste. Les intérêts des deux courants furent jusqu'au 11 février strictement hostiles et il faudra attendre un spectaculaire et gracieux virage à 180°, dont seuls les stalinien ont le secret, pour que le front commun (contre la droite) apparaisse.

Quant à la droite, c'est d'elle et de ses ligues que viendra l'explosion du 6 février. Très active depuis la fin de la Première Guerre mondiale, alimentée par les gueules cassées amères et les jambes de bois vermoulues, ses thèmes de propagande sont réactivés par les victoires géographiquement proches des nationaux-socialistes allemands et des fascistes italiens.

Les anarchistes ne furent pas en reste lors de ces événements. Les mots d'ordre antiparlementaristes, traditionnels dans les rangs de la droite de cette époque (encore faut-il savoir par quoi remplacer le Parlement, et en l'espèce c'était par le roi), les avaient mené en petit nombre à participer aux émeutes. Mais c'est surtout en unité avec la Ligue des droits de l'homme, le Parti d'unité prolétarienne, la Fédération ouvrière et paysanne, etc., qu'ils se retrouveront.

Force est d'admettre que le mouvement libertaire français, qui avait connu son apogée lors de l'affaire Sacco et Vanzetti, a perdu de sa puissance. *Le Libertaire* n'est plus quotidien, mais les luttes passionnées de Louis Lecoin et de Sébastien Faure, de tous les communistes libertaires et des syndicalistes révolutionnaires s'expriment et sont vivantes dans la C.G.T. et au sein du mouvement social.

Le temps d'être dupe

Pour tout libertaire lucide (mais existe-t-il des libertaires qui ne le soit pas ?), la vague de grèves ayant précédé de peu la mise en place officielle du gouvernement Blum, il était aisé de prévoir que les attitudes et les orientations du P.C. et de la S.F.I.O. ne pouvaient ni ne voulaient en rien dynamiser une révolte efficace et définitive.

Il suffit d'écouter le P.C. qui déclarait le 17 mars 1936 : « Notre parti (...),

l'ennemi irréductible de la défense nationale (...), demande à toutes ces organisations, à tous ces militants, de multiplier leurs efforts contre les deux ans... contre notre ennemi essentiel, l'impérialisme français (...) » et le 30 du même mois : « Nous invitons nos adhérents à pénétrer dans l'armée, afin d'y accomplir la besogne de la classe ouvrière qui est de désagréger cette armée (...) » (1). Et quand Blum déclare qu'il ne veut que gérer le capital, aucun doute n'est alors possible : c'est à travers l'organisation syndicale que tout devra se jouer.

La classe ouvrière va alors prendre conscience de sa force. Et jusqu'à la signature des accords de Matignon, le 7

juin 1936, on ne parlera pas de révolution manquée. Le rapport de force est défavorable contre un parti communiste qui soutient sans participer et la S.F.I.O. qui participe sans soutenir grand chose, ou sinon la bourgeoisie, et surtout pas l'Espagne qui se lève alors. Le combat est inégal, mais combat il y a.

Du « tout est possible » de Marceau Pivert aux découvertes naïves de Simone Weil (l'autre), toute l'intelligentsia gauchiste ira de son soutien : les libertaires ne seront jamais isolés. C'est la grande époque de *La Révolution prolétarienne* de Pierre Monatte — qui passa par le moule stalinien en sera finalement exclu —, mais aussi des soviets dans les usines. C'est la paralysie totale, mais les bonzes syndicaux vont réagir. Et Jouhaux va ordonner la reprise du travail (surtout, d'ailleurs, dans les usines participant à l'armement).

La tragédie espagnole

Ce fut finalement à la lumière de ce que fut la tragédie espagnole que les

dignitaires du Front populaire furent démasqués. Les promesses de livraison d'armes non tenues malgré les appels angoissés du gouvernement espagnol vont retirer tout ce qui restait encore comme « capital-confiance ».

Cette situation de rupture, attisée par le patronat anglais qui craignait après la victoire du « Front populaire » pour ses investissements miniers, va précipiter les anarchistes dans une lutte solidaire sans failles et sans faiblesses. Le Comité pour l'Espagne libre fut immédiatement mis en place et servi très rapidement de centre de recrutement pour les volontaires français ainsi acheminés sur le front d'Aragon. Le soutien à l'Espagne se manifesta également sous les formes les plus diverses grâce en particulier au syndicat des Ports et Docks et à l'Union des syndicats de la Seine.

La capitulation de Blum marquera celui-ci d'une tâche indélébile. Nous ne voulons pas croire que son refus d'aide n'est dû qu'à la pression subie de la part des grandes sociétés capitalistes, mais bien aussi par respect d'une profonde conviction anti-ouvrière.

Les enseignements du Front populaire sont de plusieurs ordres et renforcent nos appréhensions. Il n'est pas possible pour un mouvement de grève conscient et responsable de développer une stratégie révolutionnaire tant que les structures syndicales offriront la prise de leurs structures au pouvoir des bureaucrates syndicaux ; ce fut vrai en 1936, ce fut aussi en 1968. La lutte contre le fascisme est prioritaire ; si certains (les intellectuels) redoutent l'affrontement physique, les fascistes eux ne le redoutent jamais. Les anarchistes espagnols ont eu raison de prendre les armes, les anarchistes français ont eu raison de les aider. Enfin, la stratégie démocratique ne peut que galvauder un authentique mouvement révolutionnaire. Mais avait-on besoin du Front populaire pour s'en rendre compte ? Si le 6 février 1934 a préparé le Front populaire, nous avons la hardiesse de croire que mai 1968 a préparé mai 1981. L'Etat a horreur du vide, la gauche aussi...

MANDRAKE

(1) N. Faucier, « Pacifisme et antimilitarisme dans l'entre-deux-guerres », 60 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.



NOTE DE LECTURE

« 1936 à travers “ Le Libertaire ” »

DANS une pertinente analyse, M. Charles Pasqua, « sinistre de l'Inférieur » bien connu, dressait avec force le « bilan » du Front populaire, disant en substance : au slogan « Paix, Pain et Liberté » ont répondu guerres, restrictions, occupation.

Cinquante ans après, la droite traîne encore dans ses maigres circonvolutions cérébrales l'idée d'un Front populaire responsable de tous les maux. Pétain lui-même, dans son allocution du 17 juin 1940, en tirait les « conséquences » suivantes : « L'esprit de jouissance l'a emporté sur l'esprit de sacrifice. On a revendiqué plus qu'on a servi. On a voulu épargner l'effort ! ». Quel salaud, ce « on » !

1936, pour la droite, c'est la grande trouille, le règne des « salopards à casquette », les usines « illégalement » occupées, l'aube du grand soir, peut-être.

Pourtant, Léon Blum, président du Conseil, s'est voulu le « gérant loyal du capitalisme » (comme en 1920, au congrès de Tours, il se voulait le gardien de la « vieille maison »

S.F.I.O.). Littéraire distingué, Blum ne savait résister aux belles formules. Pourtant, Salengro affirmait qu'il ne saurait tolérer les occupations d'usines. Pourtant, responsables politiques et syndicaux ont freiné des deux pieds pour canaliser un mouvement qui ne cessait de s'amplifier (« il faut savoir terminer une grève »). Et dire qu'à Riom, en 1942, l'Etat français a fait le procès du Front populaire. La bourgeoisie a de ces ingratitude...

Il existait pourtant en 1936 un double pouvoir : l'un légal, parlementaire ; l'autre de fait, composé par cette classe ouvrière qui teste timidement la force dont elle vient juste de prendre conscience. Jusqu'alors surexploitée et victime du paternalisme patronal, elle bouge dans un premier temps parce que les « copains » sont au pouvoir.

La trentaine d'articles de *Le Libertaire* des années 1936-1937 (1), publiée par le Vent du Ch'min nous permet de traverser un 1936 inconnu ; inconnu en ce sens que ces articles donnent le point de vue d'une minorité, soigneusement tenue à l'écart de l'histoire officielle, minorité qui a refusé de

marcher dans les traces de l'électoratisme et du légalisme combinés. Il suffit de relever quelques titres : « Action syndicale ou acrobatie parlementaire », « Le Front populaire a promis, l'action syndicale doit réaliser », « Les freineurs démasqués », « Un gouvernement qui gouverne !.. mais c'est au profit des capitalistes », « Contre la bolchevisation des syndicats », « Front révolutionnaire ».

Il est paradoxal qu'aucune histoire du mouvement libertaire ne s'étende sur cette période de 1936 (excepté l'introuvable et quasi mythique *Front populaire, la révolution manquée* de Daniel Guérin), comme s'il s'agissait d'une parenthèse de notre histoire. Souhaitons que cet ouvrage proposé aujourd'hui par le Vent du Ch'min serve de point de départ à une réflexion plus poussée sur la place et le rôle tenu par les anarchistes dans une période qui n'aura été — et rien d'autre — qu'une « embellie » selon le mot de Blum.

WINDERWEG

(1) « 1936 à travers le “ Libertaire ” », Les Cahiers du Vent du Ch'min, 50 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

« Naissance des Bourses du Travail un appareil idéologique d'Etat à la fin du XIX^e siècle »

de Peter Schöttler

ALTHUSSER, idéologue communiste (que certains appelaient « Althusser... à rien »), définissait comme « appareils idéologiques d'Etat » l'ensemble des structures qui constituent des éléments de reproduction du système capitaliste. C'est en faisant référence à cette définition que l'auteur a donné à son ouvrage ce sous-titre surprenant.

On peut à la limite admettre que les Bourses du Travail ont effectivement constitué, dans l'esprit des républicains qui ont légalisé un mouvement syndical après que celui-ci ait imposé son existence au mépris de la loi, un moyen de contrôle et d'assagissement des chambres syndicales : le financement municipal des Bourses contre la paix sociale. Mais cette considération ne suffit pas à qualifier les Bourses d'appareil idéologique d'Etat, dès lors que leurs actions démontrent dans les faits leur totale indépendance, allant jusqu'à risquer — et parfois subir — la suspension des subventions.

L'auteur retrace d'ailleurs très justement l'histoire des origines des Bourses, réfutant leur

origine libérale (volonté d'instaurer un équivalent des Chambres patronales dans l'espoir de voir naître un système de cohabitation sociale) et confirmant la thèse de Pelloutier faisant de l'idée des Bourses une idée ouvrière, née au sein de la classe ouvrière pour se donner les moyens pratiques de l'amplification de la lutte des classes et de l'émancipation sociale. Les dirigeants politiques n'étaient donc pas fondés à invoquer une prétendue déviation de l'idée originelle des Bourses du Travail quand il leur reprochaient de se livrer à des activités subversives.

Fort contradictoirement, l'auteur ne considère pas que l'apolitisme des Bourses du Travail (pour autant inscrit dans ses origines) soit le fait de la seule volonté délibérée des ouvriers, mais qu'il dépend autant de cet élément que du souci du pouvoir d'empêcher l'intrusion de la politique socialiste et révolutionnaire dans les syndicats. Tentative désespérée pour expliquer que l'apolitisme et que les Bourses du Travail auraient mieux fait de s'engager tout de suite dans la voie d'une politi-

que (réformiste, bien sûr) reconnaissant toute son utilité à l'action parlementaire...

Il n'en reste pas moins que, en dépit d'une tentative de récupération politique de cette expérience historique (1), cet ouvrage (2) présente un haut intérêt pour qui s'intéresse à cette tranche d'histoire. Un défrichage important des archives locales permet d'en savoir plus sur le fonctionnement quotidien des Bourses, sur ce qu'elles faisaient concrètement (placements, formation professionnelle, culture ouvrière, propagande et solidarité, caisses de secours, etc.). Des statistiques très complètes, publiées à la fin de l'ouvrage, sont à cet égard riches d'enseignements.

ALAIN SAUVAGE

(1) Historien allemand, traducteur d'Althusser, Peter Schöttler collabore également à des revues françaises telles que « C.F.D.T. aujourd'hui », ce qui nous renvoie à une tentative de récupération de notre héritage historique que nous connaissons bien.

(2) Peter Schöttler, « Naissance des Bourses du Travail, un appareil idéologique d'Etat à la fin du XIX^e siècle », P.U.F., en vente à la librairie du Monde libertaire, 165 F.

« Anthologie de la littérature argotique »

de J. Cellard

OVREZ vos chasses ! Savez-vous ce que je viens de ligoter dans le bouquin de Jacques Cellard (1) ? Il y a un gus qui, au XII^e siècle, a pondu un texte où il emploie le mot « connard ». Mordez le topo, ça prouve au moins deux choses : c'est que des connards, il y en a depuis un bail et que l'espèce n'est pas prête de s'éteindre ; secondo, que des mecs qui jaspinent l'argotisme on doit en trouver déjà chez nos ancêtres les gaulois. Mais je vous vois radiner avec vos sabots. Vous allez me dire : « Tu vas pas nous en faire un coucou avec ton argot, tu donnes dans le pittoresque... plus personne ne le parle ! »

Bon d'accord, c'est vrai qu'on le jacte de moins en moins, c'est vrai que les derniers argotiers prennent du bouchon, c'est vrai que le premier cave venu en pige la moitié... Et alors ! raison de plus pour se plonger illico dans cette anthologie de la littérature argotique.

De Villon à Bruant, de Vidocq à Boudard, en passant par les coups de gueules de Pougé dans son *Père Peinard* (2), c'est cinq siècles d'argot qui défilent devant votre pomme. Et, à travers les mots, c'est l'histoire des gens, de ce populo qui

vivote à la limite de la dèche et de la combine, et dont les expressions ont enrichi sans cesse l'argot. Celui-ci n'est redevenu qu'à ce petit peuple, il est sa réponse au franquillon incolore et sans saveur des bourgeois.

Des termes ont lâché la rampe, d'autres sont nés on ne sait pas bien comment. Est-ce à dire que l'argot va calencher et se retrouver au musée des langues mortes ? L'argot classique sûrement, quant à celui des années à venir, il reste à faire. En tout cas il y aura toujours un même ou une frangine qui d'un mot fera mouche, car c'est là la véritable raison d'être de l'argot : la gouaille, la dérision, l'humour, la pudeur et surtout le plaisir de ne pas appeler un chat un chat, mais un greffier.

P.

(1) J. Cellard, « Anthologie de la littérature argotique », en vente à la librairie du Monde libertaire, 140 F.

(2) Le béguin des anars pour l'argot ne date pas d'hier. Il suffit de ligoter les feuilles du début du siècle pour s'en convaincre. Dans les années soixante-dix, M. Joyeux et Paul Chenard perpétuaient la tradition en signant une chronique du *Père Peinard* dans les colonnes du « Monde libertaire ». Il n'y a pas si longtemps, Paulo me confiait en louchant que s'il avait arrêté, c'est que des correcteurs ignares changeaient son argot des faubourgs en français d'école secondaire. Pauvre misère !

« Drôles de métiers »

de Michel Ragon

MICHEL RAGON nous gâte d'un nouvel ouvrage : une autobiographie sur ce qu'ont été ses premiers pas dans la vie active. Drôles de métiers... nombreux, variés et pour le moins sans prétentions : saute-ruisseau, manutentionnaire, employé de bureau, mécano, peintre, et j'en passe...

Et quelle santé ! Malgré la précarité et la dureté de ses conditions de subsistance, les propos de l'auteur restent tonifiants. Son apprentissage de la vie a été pour le moins difficile pour ne pas dire misérable. Mais l'élan vital qui l'habite, l'énergie créatrice qui le meut vont lui permettre de réagir de façon optimiste et, à terme, de laisser ces mauvais moments de l'existence derrière lui. En attendant des jours meilleurs, le romancier dépeint une misère vécue, un mode de vie dont nombre de prolétaires reconnaîtront les caractéristiques.

Tour à tour, le livre reste :
• Critique : « On s'habitue à manger peu (...) mais on ne s'habitue jamais à ne rien manger du tout. (...) On a envie de sauter aux devantures des charcutiers et des pâtisseries. On s'empiffre en imagination. On a envie de sauter à la gorge du client qui sort du magasin les bras chargés de victuailles. On se sent devenir loup ou chacal. »

• Témoignage : « J'ai souvent entendu d'autres ouvriers dire : " On lirait bien, mais les livres



sont trop chers ». Mauvaise excuse. (...) Toute la littérature classique d'Homère à Baudelaire se vendait en brochure Hatier, Hachette et Larousse à un prix qui ne dépassait jamais celui de la chopine de muscadet. »

• Drôle : « Un comptable est un singe dans une cage minuscule. Bien nourri, bien soigné, jamais malmené, il finit par s'habituer à sa routine et même à y prendre goût. (...) Les singes civilisés sont innombrables. Ils sont si bien mêlés aux hommes qu'il est maintenant impossible de reconnaître les uns des autres. Et nous avons tous en nous un singe qui sommeille. »

Nous aurions aimé en citer davantage. Mais, après tout, pourquoi ne liriez-vous pas ce livre ? Voici un roman oxygène qui, contrairement à une flopée d'ouvrages de fausse littérature prolétarienne, nous

raconte lui au moins la vie, la vraie vie, grande nature.

En début de mon propos, j'ai parlé de nouvel ouvrage. C'est faux ! En vérité, il s'agit d'une réédition. *Drôles de métiers* (1) a paru pour la première fois en 1953. Ragon n'avait alors que 25 ans. C'était son premier roman. Le bougre était précoce. Mais qu'à cela ne tienne et ne vous troublez pour vous le procurer. Il a une facture excellente. On ne pourrait mieux dire. Et, de plus, si vous connaissez déjà l'auteur, vous ne pourrez que mieux l'apprécier.

ROLAND BOSDEVEIX

(1) Michel Ragon, « Drôles de métiers », éditions Albin-Michel, en vente à la librairie du Monde libertaire.

Gala « Espagne 1936 »

Le 1^{er} juin
au T.L.P.-Déjazet
gala dans le cadre
du 50^e anniversaire
de la révolution espagnole
avec Francisco Montañer
et Francis Lafaurie
Prix des places : 60 F
(40 F pour les porteurs
de la carte
de Radio-Libertaire)
Billets en vente
à la librairie
du Monde libertaire

Copinage

Le Pigeon de la Butte, 23, rue du Chevalier-de-la-Barre, 75018 Paris, présente Pia Moustaki (du 27 mai au 15 juin), accompagné par Roger Kha. Réservations au 42.62.57.95. La Tanière, 45 bis, rue de la Glacière, 75013 Paris, présente du 28 au 31 mai, à 20 h 45, Bernard Haillant. Prix des places : 35 et 45 F. C'est tout pour aujourd'hui...

POUR ASSURER L'INDÉPENDANCE
DU « MONDE LIBERTAIRE »... ABONNEZ-VOUS !

« Portrait de Fernand Pelloutier »

de Victor Dave

CETTE figure importante du mouvement ouvrier français qu'est Fernand Pelloutier, véritable maître d'œuvre de la Fédération des Bourses du Travail, a toujours eu la faveur des anarchistes et plus particulièrement de ceux qui militent dans le mouvement syndical.

C'est pourquoi une des dernières parutions des éditions Volonté anarchiste (1) ne peut que nous combler. Cette biographie écrite par Victor Dave, si elle nous conte la vie et l'œuvre de l'infatigable lutteur que beaucoup connaissent, est intéressante sur l'éclairage qu'elle donne concernant l'unification de la Fédération des Bourses du Travail avec la Confédération générale du travail. Unification qui ne peut se faire qu'en 1902, après la mort de Pelloutier.

Bien sûr, cette brochure comprend également la fameuse lettre aux anarchistes, les appelant à entrer dans les syndicats ouvriers.

J.-C. MERCADER

(1) Victor Dave, « Portrait de Fernand Pelloutier », Volonté anarchiste n°31, 20 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

Pour cerner le phénomène fasciste

Dimanche 11 mai, la fête de Jeanne d'Arc a rassemblé un peu partout en France nationalistes et fascistes. A Arras, des libertaires ont décidé de réagir par des banderoles et des tracts signés « Turbulence libertaire antifasciste ». Pourquoi ce genre d'action ? Provocation inutile ou affirmation légitime d'une résistance antifasciste ?

Il semble de plus en plus important d'interpréter le phénomène fasciste en terme de « milieu ». Le fascisme ne se révèle pas seulement par une adhésion à un mouvement fasciste ; c'est aussi l'extension d'une mentalité à toutes les classes sociales, la soumission — parfois tacite — à l'imaginaire qui exerce un pouvoir plus efficace que le discours rationnel.

L'individu devient donc la « marionnette » d'une agitation idéologique qui véhicule des thèmes simples à assimiler. Par là même, son autonomie est limitée car il entre dans un système irrationnel « clos », parce que l'imaginaire domine : l'individu « fascisé » est attiré

par toute une symbolique, un ordre, une esthétique qui le subjugent. Précisément, ce sont les fêtes (de Jeanne d'Arc, par exemple) où on défile avec des drapeaux, les meetings où le service d'ordre encadre géométriquement une salle bien rangée, l'uniforme (bleu) qu'on se reconstitue... Tous ces éléments contribuent à faire ingurgiter toute une idéologie raciste, haineuse et autoritaire.

Trouver une stratégie antifasciste

Pour redonner une autonomie à l'individu, pour éviter que le phénomène attractif (irréversible sans action extérieure) ne s'arrête plus, il faut donc

d'abord rompre avec cette symbolique (la perturber, la désorganiser) sans oublier de contre-attaquer dans le champ des idées. Les « fascisés » ou ceux qui sont en train de le devenir sont insensibles à ces arguments « intellectuels », mais les individus non encore touchés par l'idéologie haineuse peuvent y être réceptifs. A ne pas négliger donc !

Mais, il faut lutter encore plus radicalement. On ne peut pas considérer tous les individus fascistes comme des « filtres à idées » passifs, donc « pardonables ». Même si ce phénomène idéologique joue beaucoup sur une « déresponsabilisation », il y a évidemment des meneurs qui renouvellent (ou réactivent) le stimulant idéologique (ce dernier étant d'ailleurs puisé dans le passé, ce qui pose le problème de la nécessité d'une rupture avec le passé).

Retournons à notre interprétation en terme de milieu : il y a ceux qui sont imprégnés totalement par le fascisme (les leaders, les inconditionnels) et ceux qui peuvent encore rompre

— ceci ne pouvant être que le résultat d'une action extérieure (toujours cette « logique close » du fascisme). En conclusion : pour les premiers, on ne peut plus faire jouer le droit à l'erreur ; pour les seconds, on doit chercher à perturber le mécanisme de conditionnement.

Concrètement, les amis de la liberté doivent donc agir sur ce milieu fascisant : c'est l'action antiraciste, anti-autoritaire, concrétisée par des manifestations par exemple. Mais le problème reste toujours de laisser une « trace » de résistance antifasciste (pour que l'extrême droite n'ait pas l'impression d'avancer dans du « mou ») et de modifier le milieu favorable au fascisme (ce qu'une manif traditionnelle ne fait pas).

On peut donc penser à l'action directe contre les réunions

et les leaders fascistes ; mais attention : pas de violence qui leur profite, pas de pub qui serve leurs discours sécuritaires. Cependant, ne nous laissons pas prendre non plus par notre propre idéal. Ainsi, ne vaudrait-il pas mieux ne pas laisser de libérés aux liberticides, exclure ceux qui incitent par idéologie à l'exclusion (raciale, sexuelle ou autre) ? La question reste posée...

Voici donc ce qui a justifié la création de Turbulence libertaire antifasciste et sa première action. Alors, pour conserver notre autonomie, misons sur la « turbulence ». Il n'y a pas de déterminisme concernant le fascisme, mais il faut agir à temps !

Un sympathisant F.A.
d'Arras

REFRACTAIRES Nouvelles du front

Le 16 mai, l'armée française a libéré un de ses otages qu'elle détenait arbitrairement depuis le 28 avril (cf. M.L. n°619). Bruno Sanchez, puisqu'il s'agit de lui, est donc libre et sous contrôle judiciaire jusqu'au 2 juin, date du délibéré de son procès en appel (ainsi que l'avait décidé le tribunal de Versailles). On pourrait saluer cette victoire de la démocratie (l'armée enfin respectueuse du jugement d'un tribunal) si elle n'était pas essentiellement due aux réactions des antimilitaristes et si le second otage, Bruno Poirier, avait pu lui aussi quitter librement la caserne de Périgueux.

En effet, il est toujours aux arrêts de rigueur pour l'unique raison que l'armée estime qu'un mois avec sursis et 160 heures de travaux d'intérêt général cela ne fait décidément pas sérieux pour un insoumis. Sa détention a été « légalisée » par un nouveau refus d'obéissance ; c'est simple et cela peut rapporter gros ! Ainsi, la chose militaire est prête à recommencer jusqu'à satisfaction... c'est-à-dire jusqu'à ce que la justice civile comprenne que l'armée est un Etat dans l'Etat et dicte ses ordres aux juges prétendus indépendants.

Ne soyons pas surpris par cette hargne qui veut qu'un insoumis, sauf exception due à une mobilisation importante, n'en soit pas quitte avant un an d'emprisonnement. Il paraîtrait même que les têtes penseuses du ministère de la Défense nationale préparent une innovation pour les insoumis : l'assignation à résidence pendant une durée d'un à deux ans. Pourquoi pas ? Après une peine d'un an ferme, une espèce de relégation sous contrôle judiciaire pourrait astreindre le réfractaire. Bien sûr, cela n'aurait pas tous les « charmes » de la Sibérie... mais que voulez-vous, le climat a ses raisons et même l'armée n'y peut rien.

Joël Thimeurs, quant à lui, médite sur le fait d'avoir ignoré l'existence du statut d'objec-

teur... à la maison d'arrêt d'Amiens. Il attend son procès depuis début avril et aimerait sans aucun doute qu'on lui écrive (1).

Du côté des objecteurs insoumis, cela faisait quelque temps que le tribunal de Paris ne nous avait pas offert une représentation. Soyez satisfaits, le 29 mai (13 h 30), à la 10^e chambre correctionnelle, Frédéric Arenou (militant antimilitariste et libertaire, membre du C.A.I.O.) a décroché le premier rôle. Vous pouvez venir nombreux applaudir sa prestation car son procès risque de servir de test pour la répression. En effet, les jeunes comédiens parisiens se pressent pour décrocher un bout de rôle : en juin, dans le même théâtre, ce sera le tour de Laurent-Nicolas Tamman et de Laurent Smaghe (procès initialement prévus le 9 mai et reportés).

Plus que jamais donc, la solidarité et la lutte antimilitariste sont d'actualité. Insoumis totaux, objecteurs déserteurs, insoumis ou en affectation se doivent d'offrir un front commun. Des précédents ont de nombreuses fois démontré que nul antimilitariste n'est à l'abri de la répression. Celle-ci attaque, pour tenter de diviser, une catégorie de réfractaires après l'autre, mais son but demeure la suppression de tout acte réfractaire.

Sachons-le et retrouvons-nous sur les terrains de l'action antimilitariste et de la solidarité. Imaginez, par exemple, une grève générale des objecteurs affectés à chaque fois qu'un procès d'insoumis a lieu... Sinon, le risque est grand de voir les insoumis (totaux et objecteurs) isolés ; ce jour-là l'Etat pourra appliquer avec rigueur la loi de 1983 et les objecteurs en affectation seront définitivement embrigadés. Pourra-t-on alors remonter la pente ?

GEORGES HOST

(1) Joël Thimeurs, cellule 224 C, écrou 112.85, maison d'arrêt d'Amiens, 85, rue de la Défense-Passive, 80000 Amiens.

OBJECTION ET ANTIMILITARISME

Cohabitation, répression et objection

Le 16 avril 1986, soit un mois jour pour jour après le retour de la droite au pouvoir, trois insoumis nantais (voir M.L. n°612) se présentaient devant la Cour d'appel de Rennes, il est intéressant de se pencher sur ce procès ainsi que sur les opinions qui ont circulé dans le mouvement antimilitariste autour de ce procès.

Gauche-droite même justice

En décembre 1985, le tribunal correctionnel de Nantes condamnait deux objecteurs insoumis, Jean-Pierre Sultot à 6 mois de prison avec sursis et retrait du statut d'objecteur et Franck Degree à 6 mois ferme, alors que devant ce même tribunal Laurent Morel était relaxé pour le même délit. Tous trois furent rejugés par la Cour d'appel de Rennes le 16 avril (appel du procureur pour Laurent Morel, évidemment, et des intéressés pour les deux autres cas).

En soutien à ces trois objecteurs, une marche de quatre jours conduisit les trois objecteurs de Nantes à Rennes, accompagnés par une cinquantaine de sympathisants. Cette marche fut selon les vœux mêmes des organisateurs « une marche non violente où les marcheurs s'engageaient à respecter les individus et les biens des personnes rencontrées et où l'impact de la marche dépend de l'attitude de chacun ».

En ce sens, les organisateurs ont atteint leur but, la marche ne connut pas d'incidents notoires et les médias (F.R.3, la presse locale) ont bien couvert l'événement. Quant au procès lui-même, le procureur demanda huit mois

ferme et le retrait des droits civiques ; le jugement est actuellement en délibéré et le verdict doit tomber le 4 juin.

Sommes-nous surpris ?

La droite reprend à son compte un statut d'objecteur mis en place par la gauche et qui se révèle être des plus répressifs. Des militants anarchistes ont depuis longtemps dénoncé ce statut qui, sous couvert de libéralisme avec la suppression de la Commission juridictionnelle et l'élargissement des affectations, n'est en fait qu'une épée de Damoclès sur la tête des objecteurs insoumis.

Le nombre d'insoumis s'étant considérablement réduit et la loi permettant aux tribunaux de retirer le statut d'objecteur aux réfractaires, nous avançons doucement mais sûrement vers une nouvelle définition de l'objecteur : « Est objecteur celui qui effectue un service civil ! » ; ce ne sont plus des motivations philosophiques ou politiques qui définissent l'objection, mais la reconnaissance d'un service que tout conscrit doit à l'Etat.

Bravo !, messieurs les politiciens de gauche, vous avez réussi non seulement à casser le mouvement antimilitariste mais aussi à rendre les objecteurs aussi dociles que tout autre appelé au service militaire. Mais cette logique ne s'inscrit pas uniquement dans un texte de loi, elle trouve ses origines chez les objecteurs eux-mêmes.

Si l'objection est un service qu'on doit rendre à l'Etat, si être objecteur c'est seulement refuser de porter une arme, alors on pourra toujours négocier sur la durée et la forme du service civil. On pourra tou-

jours, à l'image des ouvriers, se regrouper dans un syndicat pour être plus efficace et on discutera des conditions du statut, j'allais dire du travail. Tout cela entre deux procès d'enragés, à savoir les insoumis totaux et les objecteurs qui refusent tout service civil.

S'il est vrai que le service civil se passe en général très bien, s'il est facile de trouver une association pour effectuer ce service, c'est uniquement par la grâce d'une tolérance accordée par le pouvoir. N'oublions pas que tous les textes de loi sont prêts, que leurs applications ne dépendent que de la volonté du gouvernement, que du jour au lendemain les objecteurs se trouveront dans la même situation que n'importe quels autres appelés.

Objection et antimilitarisme

Pour nous, l'objection de conscience dépasse le cadre du service civil lui-même. Refuser de porter une arme c'est bien, mais s'acharner et se battre contre ce monde de tueurs qui soumettent l'humanité à leur dictature est évidemment notre objectif principal.

Le statut d'objecteur ne doit pas devenir une fin en soi, car il n'y aura jamais de bon statut, mais c'est bien la lutte antimilitariste qu'il faut privilégier. Si nous avons bonne mémoire, c'est pour cela que Louis Lecoin a perdu plusieurs kilos et non pas pour que des objecteurs deviennent des suppléants au manque d'effectif du secteur associatif.

JEAN-PIERRE
et FRANCIS
(Gr. de Rennes)